l'unité

N° 264 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 30 septembre 1977

La crise de la gauche

POURQUOI ET COMMENT

PAR PIERRE BEREGOVOY, CLAUDE ESTIER, CLAUDE GERMON (C.G.T.), PIERRE JOXE, FRANÇOIS MITTERRAND, JACQUES MOREAU (C.F.D.T.), DIDIER MOTCHANE, GUY PERRIMOND, ETC.

Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3 à 13

LA CRISE DE LA GAUCHE : COMMENT ET POURQUOI
▶ PAR PIERRE BEREGOVOY, CLAUDE ESTIER, CLAUDE GERMON (C.G.T.), PIERRE JOXE, FRANÇOIS MITTERRAND, JACQUES MOREAU (C.F.D.T.), DIDIER MOTCHANE, GUY PERRIMOND...

14

ENERGIE : LE PLUTONIUM N'EST PAS UNE FATALITE, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

16

ESPAGNE : LA FIEVRE SYNDICALE MONTE, PAR FRANCIS PISANI

19

ITALIE : LES « INDIENS » FONT UN BIDE, PAR MARC SEMO

20

ENTRETIEN AVEC BENOITE GROULT

26

CINEMA : AU NOM DU DUCE, DU PERE ET DU FILS, PAR SERGE RICHARD

29

TELEVISION : SAINT-EMILION, PRIEZ POUR NOUS, PAR GABRIELLE ROLIN

PHOTOS ET DESSINS
Coureuil (pages 7, 15, 29) ; Pascal Lebrun (pages 3, 6, 9) ; Pym (page 27) ; Rush (pages 16, 21) ; Sipa (page 16) ; Solo (pages 18, 22, 24, 25) ; Sygma (pages 13, 14, 19) ; Viva (page 17).

Editorial

QUI EST L'ADVERSAIRE?

Ne nous bouchons pas les yeux : l'interruption des discussions sur l'actualisation du Programme commun, la crise grave qui, à partir de là, a éclaté au sein de la gauche ont provoqué une profonde déception, doublée d'une grande inquiétude parmi les militants, les sympathisants, les millions de Françaises et de Français, membres ou non d'un parti, qui ont placé dans l'Union de la gauche leur grande espérance de changement.

Il est vrai qu'aucun responsable de la gauche, à quelque niveau que se situe son action, n'a le droit de trahir cette espérance. Il est vrai aussi que, si l'on veut réellement préserver les chances d'une reprise des discussions et, en fin de compte, d'un accord — et j'affirme hautement que telle est la volonté du Parti socialiste — il faut se garder de tomber dans l'angélisme ou la naïveté qui laisseraient croire qu'il suffirait de s'accorder sur un nombre de filiales industrielles à nationaliser pour que tout soit réglé.

Ce débat est important, capital même, si l'on veut bien comprendre qu'au-delà d'une querelle sur une liste de sociétés , il engage deux conceptions différentes de la gestion de l'économie et de la notion même de pouvoir. S'agissant d'établir un programme à court terme — cinq ans —, un compromis est cependant possible entre ces deux conceptions comme il l'a été en 1972. Mais, pour aboutir à un compromis, il faut le vouloir, et nous avons, hélas ! toutes les raisons de penser que, le 22 septembre, le Parti communiste ne le voulait pas.

Nous publions dans ce numéro douze pages spéciales dans lesquelles nous avons rassemblé des faits et des témoignages qui tendent à éclairer la position du Parti socialiste. Nous voulons ainsi apporter un commencement de réponse à tous ceux qui, légitimement, se demandent comment on en est arrivé là et pourquoi. Tout en refusant de nous engager dans une polémique stérile, nous voulons aussi rétablir quelques vérités scandaleusement déformées par la campagne que mène actuellement le Parti communiste — et singulièrement « l'Humanité », qui a retrouvé depuis quelques jours, pour instruire le procès du P.s., le ton et le type d'arguments que l'on croyait réservés au « Rude Pravo » de Prague.

Il faut que chacun sache que ces attaques ne feront pas dévier d'un pouce le Parti socialiste. Si nous nous sommes engagés dès 1971 dans l'union de la gauche, si nous avons, l'année suivante, signé le Programme commun, si nous ne nous sommes jamais, ni de près ni de loin, écartés de cette ligne unitaire, qui a d'ailleurs valu au P.s. de devenir le premier parti de France, c'est bien parce que nous ne nous sommes jamais trompés d'adversaire : ce n'est pas le Parti communiste que nous combattons, mais, comme l'a rappelé avec force François Mitterrand dans sa conférence de presse de mercredi, la droite au pouvoir depuis tant d'années et dont les échecs ont conduit ce pays à sa situation d'aujourd'hui, dont sont victimes la majorité des Français exploités par une minorité de privilégiés.

Que le Parti communiste préfère porter ses coups contre François Mitterrand plutôt que contre Giscard d'Estaing, Barre ou Chirac ne nous fera pas changer le sens de notre combat. Cela ne nous fera pas oublier non plus que, pour que ce combat soit victorieux, il faut l'union, le large rassemblement de tous ceux qui veulent le changement. L'union n'exclut pas, bien au contraire, la discussion loyale entre partenaires différents. Elle est mise en péril quand l'un d'eux adopte envers les autres le ton de l'anathème et du réquisitoire permanent, qui n'est pas compatible avec le respect que l'on doit aux millions de celles et de ceux qui croient en l'union, qui vivent pour l'union.

Avec mon passé de plus de trente ans de militant socialiste unitaire, j'adjure le Parti communiste, j'adjure Georges Marchais de le comprendre avant que ne se crée l'irrémédiable.

CLAUDE ESTIER

LA CRISE DE LA GAUCHE
COMMENT ET POURQUOI

FRANÇOIS MITTERRAND: "UNION AUTOUR DU PROGRAMME COMMUN"

Voici le texte liminaire de la conférence de presse tenue mercredi après-midi par François Mitterrand.

Le Parti socialiste n'a qu'un combat : celui qu'il mène contre la droite, contre les partis conservateurs au pouvoir, contre les puissances économiques qui les inspirent.

Ce combat, rien ne le lui fera abandonner. Il fera tout pour l'emporter en 1978, car gouverner sera le moyen décisif d'atteindre ses objectifs. Mais les élections législatives ne sont pour lui qu'une étape. Pour aller au-delà, il a choisi une stratégie : l'Union de la gauche ; un instrument : le Programme commun. Il n'en changera pas.

Permettez-moi de rappeler que c'est mon propre choix depuis bientôt vingt ans.

— 1958 : j'ai voté contre le régime du pouvoir personnel, voulu, imposé par la classe dominante, la bourgeoisie d'argent.

— 1965 : j'ai conduit la première grande alliance de la gauche constituée depuis le Front populaire trente ans plus tôt.

— 1967-1968 : la discipline de la gauche, mise en œuvre par la Fédération de la gauche que je présidais, a, partout, été respectée.

— 1971 : au nom du nouveau Parti socialiste, j'ai demandé solennellement que soit entrepris un programme commun de la gauche.

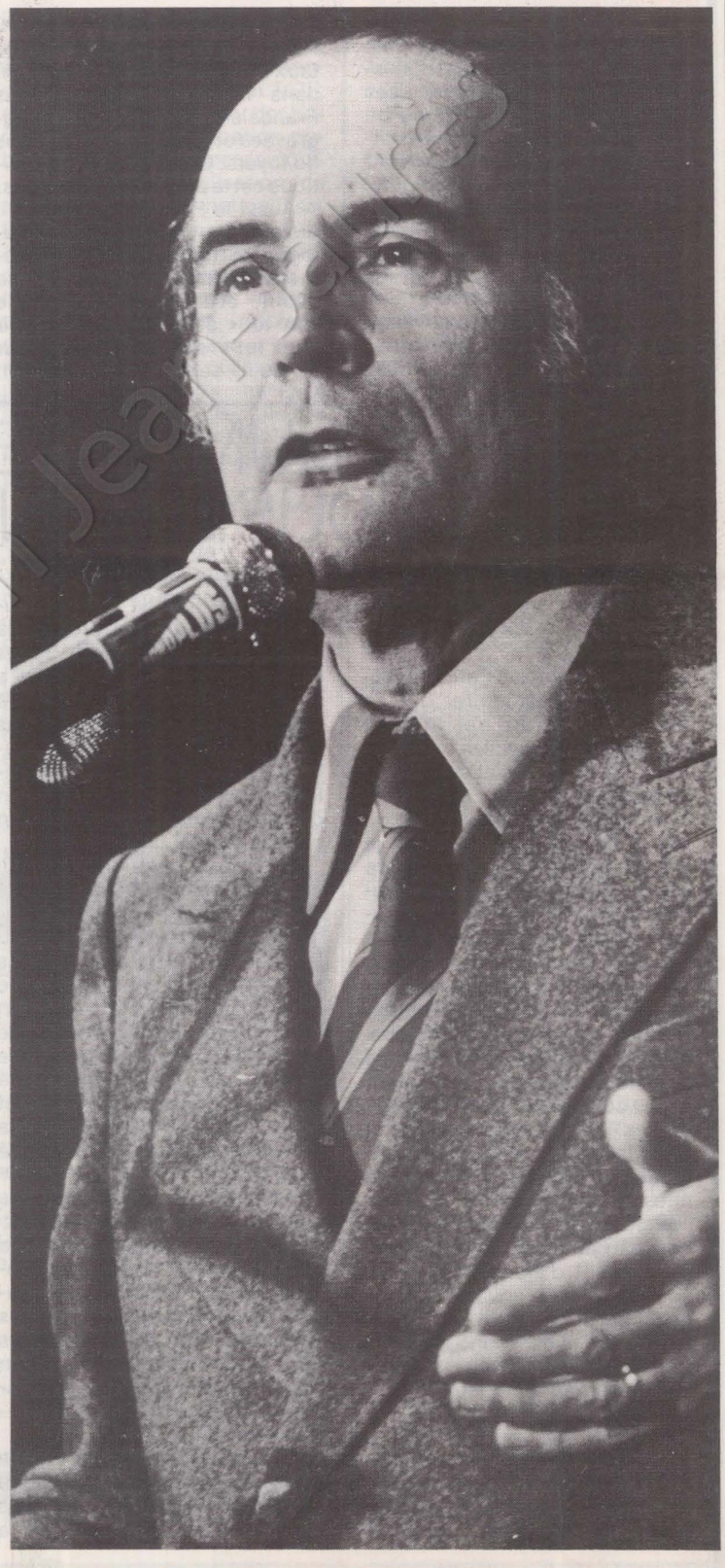
— 1972 : le Parti socialiste a signé le Programme commun, engagé la totalité de ses forces sur les propositions de ce programme et respecté, sans aucun manquement, la discipline qu'il impliquait.

— 1974 : communistes, socialistes, radicaux m'ont demandé d'être à nouveau le candidat unique de la gauche. J'ai mené cette lutte de la façon que l'on sait.

— 1976-1977 : le Parti socialiste, devenu le premier parti de France, a assuré la victoire de la gauche aux élections cantonales et municipales.

Qui croira qu'à six mois des élections législatives de 1978 le Parti socialiste et son premier secrétaire pourraient changer de cap ? Nous méprisons l'insinuation. Les Français savent que nous sommes les défenseurs enthousiastes et résolus de l'Union de la gauche, ses combattants de première ligne.

Nous en ferons la preuve aujourd'hui, demain, sans relâche. Je le ferai aujourd'hui en déclarant à la presse qui me fait l'honneur d'être ici que j'entends dénoncer la politique du



COMMENT ET POURQUOI

→ gouvernement, dont l'échec aggrave les conditions d'existence de millions de Françaises et de Français, de millions de ménages, et non point m'installer dans une polémique dont nous refusons la responsabilité. Ne nous trompons pas d'adversaire. Pour ce qui nous concerne, nous n'en avons qu'un : le pouvoir actuel et les partis qui le composent.

Nous l'avons répété sans cesse : le bilan du gouvernement est un bilan d'échec. Inflation, chômage, déficit et endettement extérieurs, baisse du taux de croissance se traduisent dans la vie quotidienne des Français par des difficultés aggravées et l'angoisse de millions de foyers. Combattre cette politique est la priorité des priorités.

Aussi le Parti socialiste est-il ouvert à tout contact, à tout dialogue, à tout projet qui restituera à l'Union de la gauche sa qualité et sa vigueur. Puisque son tour est venu de recevoir chez lui ses partenaires, il leur dit qu'ils seront à tout moment les bienvenus, qu'il les attend et qu'il les espère.

Ses exigences sont simples :

— ne faire aucune promesse qui ne puisse être tenue ;

— ne rien faire qui puisse renforcer l'appareil centralisateur d'Etat, mais tout faire, au contraire, pour assouplir les mécanismes du pouvoir, développer la démocratie à la base, accroître la responsabilité des citoyens. Le combat de la gauche n'a pas seulement pour objet un changement de majorité, mais avant tout un changement des structures économiques, sociales et politiques de la société.

A cette fin, j'appelle les Françaises et les Français qui partagent notre conviction à se rassembler pour imposer l'Union de la gauche autour du Programme commun. Et je leur demande d'aider le Parti socialiste dans cette tâche.

Il n'y a pas d'autre mot d'ordre : assurer la victoire des forces de progrès, de la gauche tout entière, libérer notre peuple des forces qui l'oppriment.

QUAND "L'HUMANITE" CONFIRME CE QUE NOUS DISIONS

En publiant lundi dans « l'Humanité » le sténogramme de la dernière séance de la réunion au sommet du 22 septembre, le Parti communiste voulait démontrer que sa délégation avait bel et bien discuté des nouvelles propositions du Parti socialiste sur les nationalisations. Or, si on veut bien le lire avec soin, ce texte démontre très exactement le contraire. Seule l'intervention de Philippe Herzog — que « l'Humanité » a d'ailleurs « chapeautée » d'un intertitre : « Analyse des documents socialistes » — a constitué un commentaire des propositions que la délégation socialiste venait de faire connaître.

Herzog avait d'ailleurs admis que ces propositions étaient « plus cohérentes que les précédentes », qu'elles parlaient de la nationalisation de filiales stratégiques en plus de celles détenues à plus de 98 %, qu'elles comportaient « un petit élément nouveau au sujet de la sidérurgie », avant d'ajouter en fin de compte qu'il ne voyait pas d'innovation dans tout cela. Mais il concluait aussi son intervention : « Telle est, après un premier examen soigneux, notre première réaction. »

Il n'y a pas eu de second examen ni de seconde réaction, car la délégation communiste a bel et bien refusé d'entrer dans le détail de chacune des neuf propositions socialistes. Le sténogramme publié par « l'Humanité » en fait foi : prenant la parole immédiatement après Herzog, François Mitterrand a déclaré à trois reprises que la délégation socialiste n'avait pas fixé le nombre des filiales « stratégiques » pouvant être nationalisées, car elle était prête à en discuter. Mais cette discussion n'a pas eu lieu.

Au lieu de répondre à ce qui était incontestablement une ouverture — et qui a été reconnu comme tel par la presse du lendemain —, Georges Marchais s'est contenté de répéter une fois de plus l'interprétation communiste de la notion de « groupe » dans le Programme commun de 1972. Il a ensuite été relayé par Charles Fiterman et par Gustave Ansart. Puis la délégation communiste a donné lecture de textes d'origine socialiste, à partir desquels elle voulait montrer que le Parti socialiste a changé et qu'il n'a plus la même lecture du Programme commun, démonstration vaine à laquelle François Mitterrand avait déjà plusieurs fois répondu la veille, et en particulier au cours de l'émission Cartes sur table à Antenne 2.

La discussion s'est poursuivie sur ce thème entre Marchais et Mitterrand. Elle a ensuite dévié sur le thème de l'union de la gauche, sur l'affirmation que ni communistes ni socialistes n'avaient d'autre stratégie. Mais il n'a plus été question des propositions socialistes, ni du contenu qu'un examen plus approfondi pouvait leur donner. Et cela bien que, dans sa dernière intervention, François Mitterrand soit encore revenu à la charge, comme le confirme également le sténogramme des débats :

« Avec nos propositions, on dispose d'un bon instrument de travail. On peut l'améliorer, certes. Mais cet instrument répond à toutes les questions posées par Georges Marchais. A toutes ses questions nous répondons oui... Les uns et les autres, je le crois, nous avons choisi une stratégie qui n'a pas de rechange possible. Ou bien nous ne gouvernerons ni les uns ni les autres ou bien nous gouvernerons ensemble. »

C'était clair. Mais aucun geste n'est venu de la délégation communiste, et François Mitterrand n'a pu que conclure :

« On a épuisé toutes les ressources de ce que l'on peut se dire. Se revoir, nous sommes pour, mais pour faire quelque chose de bon. »

La délégation communiste était en droit de juger insuffisantes les nouvelles propositions socialistes, mais le texte publié par « l'Humanité » confirme qu'elle a délibérément refusé d'engager toute discussion sérieuse à leur sujet et même de poser des questions qui auraient pu conduire à de nouveaux développements susceptibles de rapprocher les positions, par exemple sur les filiales « stratégiques » ou sur la sidérurgie.

Si l'on ajoute à cela que, dans l'après-midi de ce même jeudi 22 septembre, la délégation communiste avait fait brusquement resurgir un désaccord sur le chapitre de la défense, en prétendant que François Mitterrand remettait sur le tapis sa proposition de référendum sur la force de frappe, alors qu'il s'acharnait précisément à dire le contraire (au fait, pourquoi « l'Humanité » ne publie-t-elle pas le sténogramme de cette partie de la discussion ?) ; si l'on ajoute encore que « l'Humanité » mettait en page dès 21 h 30 — à l'heure même où reprenait la séance au sommet, et donc avant de connaître les nouvelles propositions socialistes — le dessin de Wolinsky montrant Mitterrand et Fabre félicités par Giscard d'Estaing, on a bien la preuve que le Parti communiste ne voulait pas ce jour-là aboutir à un accord.

Ce ne sont pas là des hypothèses, mais des faits, que la lecture même de « l'Humanité » permet à chacun de vérifier.

ANTOINE VIOLET

Nationalisations
LA PREUVE PAR NEUF

PAR PIERRE JOXE

Le débat sur l'actualisation du Programme commun semble se réduire à un seul problème : les nationalisations.

Et le débat sur les nationalisations semble se réduire à un seul sujet : la portée de la nationalisation de neuf groupes. Le P.c.f. se fait accusateur, le P.s. démontre sa bonne foi... et le débat s'enlise.

Avant de tenter de l'éclaircir, observons tout d'abord que l'extension du secteur public n'est que l'un des moyens de la nouvelle politique économique et sociale, dont les deux autres pôles, solidaires, indissociables, sont la planification démocratique et l'autogestion, c'est-à-dire l'extension des droits des travailleurs. Restreindre le débat à des pourcentages de participation en capital, c'est défigurer ce Programme commun qui est destiné à « ouvrir la voie au socialisme », et non à constituer un capitalisme d'Etat.

Ceux qui rompraient l'Union de la gauche sous le seul prétexte qu'un désaccord irréductible apparaît sur la répartition du capital dans quelques centaines de filiales industrielles, ceux-là prendraient une responsabilité immense aux yeux de notre peuple.

Mais n'éludons pas le débat sur ce point, car le dossier du P.s. est bon.

Les propositions écrites déposées par François Mitterrand au nom de la délégation socialiste, dans la nuit du jeudi 22 septembre, contenaient une explication imparable du Programme commun de 1972 et une ouverture indiscutable vers l'accord que nous voulons. Mais elles étaient brèves. Expliquons-les.

Dire que la nationalisation des neuf groupes industriels bien connus conduit à l'appropriation publique totale de leur actif, et donc à une participation majoritaire, et souvent jusqu'à 100 %, dans plusieurs centaines de sociétés, c'est le sens, à la fois :

— Des déclarations passées de François Mitterrand sur les « mille cinq cents entreprises touchées par les nationalisations » ;

— De l'article d'Anicet Le Pors (qui vient d'être élu sénateur communiste) dans la revue économique du P.c.f. « Economie et Politique » de mai 1977, et où il dresse le tableau des sociétés dont la participation publique au capital dépasse 50 % « du fait de la réalisation du seuil minimum de nationalisation » (page 27).

Nous ne disons pas autre chose. Et plus loin, dans le même article, lorsque Le Pors parle des mille cent « sociétés nationalisées actuelles », il est clair qu'il vise celles où le capital public est majoritaire, mais pas toujours à 100 %. Exemple : la S.n.c.f. Autre exemple : Air Inter. Nombreux autres exemples : les filiales de Renault.

Sur cette base, un accord est possible.

Mais l'article de Le Pors contient, comme toute l'argumentation communiste, une contradiction : il ne propose pas de porter la participation publique à 100 % à la S.n.c.f. ; ni à Air Inter ; ni dans les filiales de Renault ; ni, en un mot, dans aucune filiale majoritaire du secteur nationalisé actuel. Mais il le suggère pour le secteur « nationalisable ». Pourquoi ?

Pourquoi ce qu'il dit indispensable pour les nationalisations FUTURES ne l'est-il pas pour les nationalisations PASSEES ?

Lorsqu'il écrit (page 28) que « l'on ne saurait confondre une nationalisation avec une simple prise de participation financière » (sous-entendre, je pense, « majoritaire »), il a le droit d'établir une distinction.

Mais lorsqu'il poursuit : « Celle-ci (la participation) serait insuffisante pour garantir un affaiblissement décisif de la puissance des monopoles... », alors, là, il entre dans la contradiction. Cette dernière phrase est juste si elle vise les participations minoritaires. Et, dès lors, l'accord est facile. Elle est fausse si elle concerne les participations majoritaires : la preuve, il la donne lui-même en citant « les mille cent sociétés nationalisées actuelles » et en ne proposant pas d'y porter partout le capital public à 100 %.

D'ailleurs, le Programme commun de 1972 citait lui-même, parmi les mesures « d'expansion du secteur public et nationalisé » :

1° La nationalisation des neuf groupes ;

2° Les prises de participation pouvant être majoritaires.

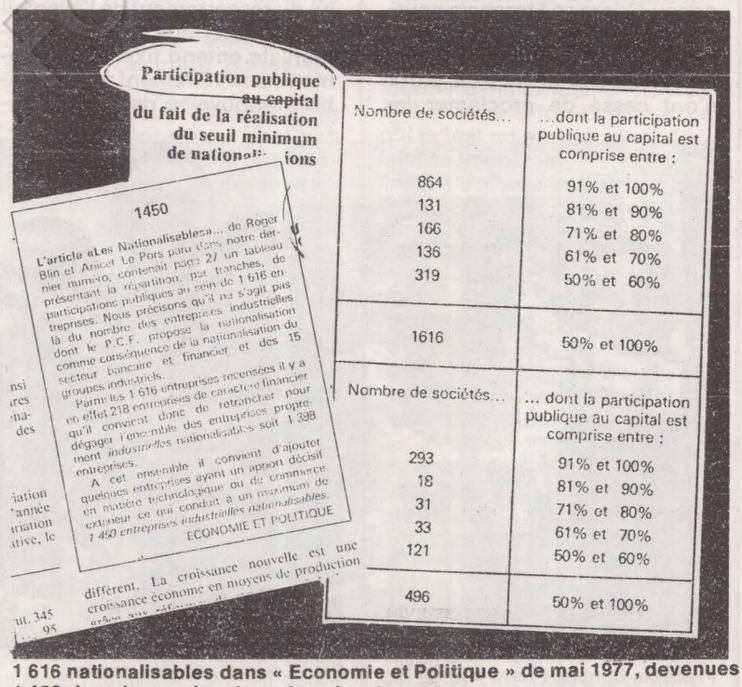
Militant du Parti socialiste, j'approuve le programme socialiste qui prévoit des étapes, qui prévoit qu'un nouveau programme de nationalisations devra être ultérieurement « soumis au verdict populaire ». C'est le projet des socialistes depuis des générations.

Syndiqué à la C.g.t., j'adhère à son programme qui vise l'abolition du salariat, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la collectivisation des grands moyens de production et d'échanges. C'est l'objectif du syndicalisme révolutionnaire français depuis des générations.

Signataire du Programme commun de gouvernement, élu député sur un programme, je souhaite pouvoir appliquer ce programme et voter les lois de nationalisations qu'il prévoit.

Est-ce de l'impatience ? Je préférerais n'en pas laisser le soin aux générations futures. J'aimerais bien commencer au printemps prochain.

P.J.



Participation publique au capital du fait de la réalisation du seuil minimum de nationalisations

1450

L'article «Les Nationalisables»... de Roger Blin et Anicet Le Pors paru dans notre dernier numéro, contenait page 27 un tableau présentant la répartition, par tranches, de participations publiques au sein de 1 616 entreprises. Nous précisons qu'il ne s'agit pas là du nombre des entreprises industrielles dont le P.C.F. propose la nationalisation comme conséquence de la nationalisation du secteur bancaire et financier et des 15 groupes industriels.

Parmi les 1 616 entreprises recensées il y a en effet 218 entreprises de caractère financier qu'il convient donc de retrancher pour dégager l'ensemble des entreprises proprement *industrielles* nationalisables soit 1 398 entreprises.

A cet ensemble il convient d'ajouter quelques entreprises ayant un apport décisif en matière technologique ou de commerce extérieur ce qui conduit à un *maximum* de *1 450 entreprises industrielles nationalisables.*

ECONOMIE ET POLITIQUE

différent. La croissance nouvelle est une croissance économe en moyens de production

Nombre de sociétés...	...dont la participation publique au capital est comprise entre :
864	91% et 100%
131	81% et 90%
166	71% et 80%
136	61% et 70%
319	50% et 60%
1616	50% et 100%

Nombre de sociétés...	... dont la participation publique au capital est comprise entre :
293	91% et 100%
18	81% et 90%
31	71% et 80%
33	61% et 70%
121	50% et 60%
496	50% et 100%

1 616 nationalisables dans « Economie et Politique » de mai 1977, devenues 1 450 dans le numéro du mois suivant.

COMMENT ET POURQUOI

LA VERITE SUR UN PROCES

PAR PIERRE BEREGOVOY

La crise ouverte au sein de l'Union de la gauche n'est pas la conséquence d'un désaccord sur des méthodes de discussion. Si les choses étaient aussi simples, jamais les négociations n'auraient été interrompues par le Parti communiste.

La question des filiales, en elle-même, n'est qu'un prétexte. Ce qui est à l'origine de la crise, c'est la volonté délibérée des communistes de se saisir de l'actualisation du Programme commun pour se différencier du Parti socialiste et par là même du contrat signé en 1972.

Cette volonté du Parti communiste lui interdisait-elle d'aboutir à un accord ? A-t-il été entraîné plus loin qu'il ne le voulait dans son souci d'instruire notre procès ? A-t-il changé de stratégie et depuis quand ? Les questions sont posées.

Prenons les choses par le début. Au lendemain des élections municipales qui ont montré la capacité du Programme commun à rassembler une majorité de Français, la gauche est favorite pour 1978. Le Parti socialiste est confirmé dans sa place de premier parti de France ; le Parti communiste et les radicaux de gauche ont bénéficié aussi de la dynamique unitaire. La majorité sortante est divisée ; non seulement elle n'a ni programme ni autorité dans le pays, mais elle a aussi perdu tout espoir de redressement.

Premier accroc à l'unité, le Parti communiste décide unilatéralement de chiffrer le Programme commun. Outre le fait que ses chiffres sont plus que contestables, la méthode est singulière. Comment peut-on rendre publics des chiffres qui s'appliquent à des engagements communs, sans la moindre concertation avec ses partenaires ? La publication est intervenue la veille du débat télévisé qui oppose François Mitterrand à Raymond Barre. A qui profite l'initiative du P.c. ? La crédibilité de l'alliance est atteinte.

Les trois partis décident le 17 mai d'actualiser le Programme commun. Il est dit clairement qu'il s'agit de tenir compte de nouvelles données économiques, sociales et internationales. L'essentiel, c'est-à-dire les réformes de structures, reste valable. Tout le monde en est d'accord, l'actualisation n'est pas la renégociation des équilibres définis en 1972 ; ceux-ci doivent être respectés.

Les travaux d'actualisation commencent. Nouvelle surprise : Georges Marchais souligne comme à plaisir les insuffisances et les ambiguïtés d'un programme dont les trois partis n'ont cessé de proclamer les mérites depuis cinq ans, justifiant ainsi les critiques de la droite.

Les communistes n'ont pas encore changé de mot d'ordre. Ils ne nous accusent pas de vouloir un « programme au rabais ». Non, ils nous reprochent de nous en tenir à ce qui a été défini en 1972. Ils nous reprochent alors « de ne pas changer ».

La tactique communiste s'éclaire. Par le double jeu de la surenchère et du langage unitaire, le Parti communiste entend à la fois se distinguer du Parti socialiste et ne pas se couper du bon sens populaire pour lequel seul compte le maintien de l'Union de la gauche. D'où les hésitations tactiques du Parti communiste qui nous laissent espérer, dans le courant de juillet, que nous pourrons aboutir à un accord. Les conversations que j'ai eues alors avec Paul Laurent et Charles Fiterman me donnent à penser que le Parti communiste est partagé sur sa décision finale. Et fin juillet, les « quinze » portent un jugement positif sur les travaux et proposent de tenir la réunion au sommet.

Le dossier des nationalisations reste difficile ainsi que celui du resserrement de l'éventail des salaires que le Parti communiste entend fixer arbitrairement, contrairement à l'affirmation renouvelée de la libre négociation avec les syndicats. Mais sur le Smic et les allocations familiales, l'accord est en vue. Même sur la défense nationale, les discussions ont permis d'avancer des propositions communes. Pourtant les positions n'étaient pas aisément conciliables, le Parti communiste qui préconisait en 1972 la destruction de la force de frappe ayant changé du tout au tout sur ce point. A noter que Charles Fiterman n'avait pas écarté a priori l'idée d'un référendum sur cette question.

Brusquement, en plein mois d'août, la polémique anti-socialiste reprend de plus belle. Les communistes changent de thème d'attaque. Ils abandonnent la force de frappe pour s'en tenir aux nationalisations. Nous sommes accusés de revenir sur le contrat de 1972. La démonstration est faite par ailleurs que l'argumentation communiste ne tient pas. Je voudrais citer trois faits :

1) Le mot « filiale » ne figure pas dans le texte de 1972 ;

2) Les communistes se satisfont fort bien d'actionnaires minoritaires dans l'actuel secteur public, à la S.n.c.f., à Air Inter, dans les filiales de Renault (voir l'article de Pierre Joxe) ;

3) La question clé est celle des droits des travailleurs dans les filiales à plus de 51 %, lesquelles n'auront pas, conformément au Programme commun, le statut de sociétés nationales. Une précision s'imposait, et nous l'avons dit dès le mois de juin, en indiquant que les dispositions prévues pour l'extension des droits des travailleurs devront être applicables à ces filiales. Les représentants communistes au groupe des « quinze » avaient alors jugé cette prise de position très importante.

Pour terminer, un mot sur la dernière phase du Sommet. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les socialistes, dans un esprit unitaire, formulent de nouvelles propositions. Certaines filiales stratégiques qui ne répondent pas aux critères de 1972 pourront devenir des sociétés nationales. Une ouverture est faite sur la sidérurgie. Cela ne change rien à l'attitude des



François Loncle, Pierre Bérégovoy et Paul Laurent, en juin dernier.

communistes. Leur décision est prise depuis longtemps. Ils refusent d'examiner nos propositions. Ils ont besoin de l'interruption pour poursuivre le procès du Parti socialiste.

Tels sont les faits. La crise ouverte au sein de la gauche a été parfaitement préméditée. Le Parti communiste a pris prétexte de l'actualisation du Programme commun pour ouvrir une nouvelle polémique contre le Parti socialiste. Aussi injuste que la précédente et aux conséquences plus redoutables encore.

Que se passe-t-il au Parti communiste ? Refuse-t-il de prendre des responsabilités gouvernementales ? Ces questions se posent malheureusement.

Le Parti communiste de 1977 n'est plus celui de 1972. Pour s'en convaincre, il suffit de se remémorer ses prises de position de 1974 lorsqu'il élaborait sa première version de l'union du peuple de France. A cette époque, ses dirigeants déclaraient que le chiffre de 51, 52 % voire 54 % de voix aux élections n'était pas suffisant. Paul Laurent m'interrogeait sur le projet de société présenté aux Assises du Socialisme qu'il considérait comme trop audacieux. Je lui ai répondu que le projet fondait notre stratégie mais qu'il n'était pas question de tout réaliser en cinq ans. Paul Laurent me disait alors que le Programme commun de 1972 définissait « le maximum » de ce qu'il était possible de faire en cinq ans, compte tenu de la réalité française, et qu'il n'était pas question d'aller au-delà. Qui donc a changé ?

Nous comprenons l'inquiétude de tous ceux qui ont mis leur espoir dans le Programme commun. Qu'ils reprennent confiance. L'union de la gauche, avant d'être un accord entre les partis, est une aspiration profonde. François Mitterrand l'a incarnée en 1965 et 1974. Elle doit s'exprimer aujourd'hui autour du Parti socialiste, fidèle à tous ses engagements et plus que jamais décidé à livrer une dure bataille contre la droite, notre seul adversaire.

PIERRE BEREGOVOY

CHOISIR L'UNION, C'EST CHOISIR SON COMBAT

PAR DIDIER MOTCHANE

A l'heure où j'écris, il est encore possible d'espérer la reprise de la discussion et l'accord sur le programme commun de gouvernement. Mais quoi qu'il arrive, et même si l'échec qui vient de survenir ne devait être que très provisoire, les traces ne s'en effaceront pas aisément de la conscience des Français. Ceux-ci le pressentent, mais confusément, parce que chez tous ceux qui sentent leur échapper le sens de la victoire qu'ils s'apprêtaient à donner à la gauche, la stupeur est à la mesure de la déception.

Nombreux même, très nombreux sont les militants qui sont aujourd'hui incapables de prendre la mesure « de ce qui leur arrive » (et qui redoutent souvent de le faire). Ce désarroi, s'il se prolongeait, ne pourrait les conduire qu'à la résignation ou au désespoir. Mais il n'est pas hors de notre portée d'y mettre un terme.

Disons-le tout net : les causes réelles du blocage ne sont pas dans les dossiers de la négociation mais dans le développement contrarié de l'union. Qui pourrait croire, comme l'écrivait Jean-Pierre Chevènement, dans « le Monde » daté du 28 septembre « que la frontière entre l'autogestion et l'étatisme — nous ne dirons pas, nous, le « collectivisme » — passe par le nombre des entreprises expropriées ou que le Smic serait réformiste à 2 200 F, communiste à 2 400 et gauchiste à 2 500 » ?

Lorsque les désaccords se cristallisent en ces termes il est permis de soupçonner — ne confondons pas soupçon stratégique et stratégie du soupçon — que les vraies difficultés sont ailleurs. Ce sont celles d'un double — et conjoint — processus de mutation. Le Parti communiste français se dépouille peu à peu de la pelisse de Lénine, mais s'il coupe ou élague dans les racines qui l'ont fait grandir mais qui désormais ne peuvent que l'entraver, il ne parvient pas à les remplacer et manque de perspectives à moyen terme.

Du léninisme cependant, le Parti communiste a conservé l'un des traits idéologiques nécessaires à la préservation de cette structure de pouvoir qu'on appelle le centralisme démocratique : à savoir l'affirmation que son caractère de parti de la classe ouvrière ne tient pas à l'Histoire mais à la science de l'Histoire et par conséquent ne saurait lui être disputé par nul autre. Ainsi le Parti communiste français se débat-il dans une contradiction qui traduit la difficulté où il se trouve de fonder sur d'autres bases son identité ; il ne saurait se résigner à retourner dans l'isolement mais il recherche à la fois l'union et ce qui la met en péril, à savoir l'affaiblissement et le dévoiement du Parti socialiste. Il a besoin d'un Parti socialiste unitaire et il ne tolère qu'un Parti socialiste droitier, il veut l'aboutissement de l'actualisation mais déclenche une polémique déréglée qui ne peut que durcir l'attitude de son partenaire et rendre de part et d'autre la concession plus difficile. Faut-il rappeler qu'après la signature du programme commun, les communistes, après avoir proposé aux socialistes des actions communes tant que ceux-ci n'en voulaient pas, les leur ont refusées dès que ceux-ci s'enhardirent à y participer ?

C'est que l'union ne tardait pas à renverser, à leur détriment, les rapports de forces électoraux internes à la gauche. Cette évolution va pas jusqu'à modifier la stratégie du Parti communiste et lui faire renoncer à partager le pouvoir. Mais il est vrai qu'elle lui faisait craindre de n'y être associé que pour l'apparence, en tout cas dans une position subalterne.

Notre parti a-t-il toujours tenu suffisamment compte de cette situation ? Il n'est pas facile de faire face simultanément aux attaques de la droite et au pilonnage communiste sans se laisser dévier. C'était pourtant faisable, comme notre parti l'avait montré dès l'automne 1974, après le déclenchement de la première polémique. Qui pourrait contester que des événements récents ont affaibli cette démonstration ?

Mais ce serait s'illusionner de penser que le blocage actuel des négociations sur l'actualisation du programme commun de gouvernement ne tient qu'à une divergence d'interprétation sur le texte de 1972.

Ce blocage manifeste que depuis les élections présidentielles l'union de la gauche n'a pas gagné en profondeur ce qu'elle gagnait en extension. La crise peut être salutaire si elle permet l'approfondissement nécessaire de l'union de la gauche avant les échéances décisives.

Le Parti socialiste ne peut se contenter de gérer au jour le jour la polémique actuelle, sous peine de créer les conditions d'une rupture définitive de l'union de la gauche que personne ne souhaite.

Nous connaissons mal ce qui se passe au Parti communiste. L'histoire des années récentes nous enseigne cependant que les éléments les plus favorables à l'union de la gauche doivent tenir compte des critiques de

→

COMMENT ET POURQUOI

MILITANTS : INQUIETS MAIS MOBILISES

La passe critique que traversent actuellement les partis de gauche a amené chacun des trois partenaires à s'expliquer largement devant leur base et à prendre l'opinion à témoin. Peut-être excessive dans le contexte d'une telle négociation, l'importance revêtue par les prestations télévisées des principaux leaders a probablement un peu occulté les autres efforts d'explication. Sauf pour le P.c., à propos duquel la presse, tout à la fois éblouie et inquiète, a parlé une fois encore de « déchaînement de l'artillerie lourde », de « formidable machine », de « marteau-pilon ».

Par-delà la diffusion en rapide progression de « l'Unité », le Parti socialiste n'a pourtant pas été en reste. Un premier tract avait déjà été distribué dans tout le pays après que les radicaux de gauche eurent interrompu les négociations. Le 23, tous les responsables du Parti socialiste recevaient un argumentaire précis. Ce qui permettait l'ensemble des fédérations et des sections de développer immédiatement la position du P.s.

Dès samedi, des centaines de milliers de tracts étaient distribués par les militants socialistes, à travers la France, sur les marchés et à la sortie des entreprises. Plus de 150 000 tracts dans le Rhône, autant dans les Bouches-du-Rhône, près de 30 000 en Gironde, 12 000 à La Roche-sur-Yon, pour ne citer que quelques exemples qui, compte tenu de l'importance des fédérations considérées, permettent d'apprécier la portée de cet effort. « En ce sens, note Jean Poperen, on ne peut que se féliciter de la mobilisation du P.s., qui peut être comparée à celle du P.c. La présence de six cents militants à Saint-Fons, le 26 septembre au soir, pour un débat interne d'explication, en fournit un autre exemple. »

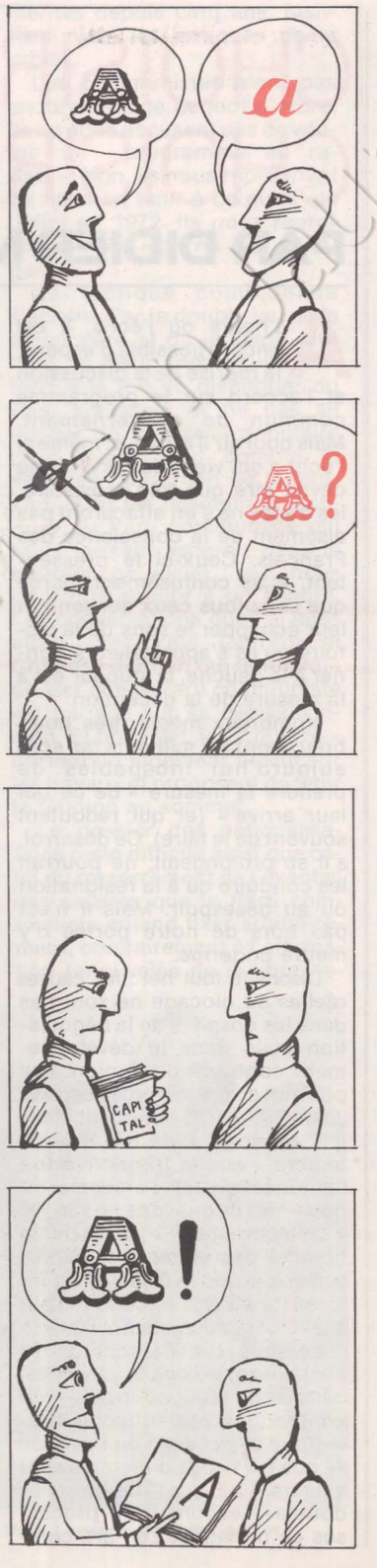
En maints endroits, la présence socialiste sur le terrain a même surpassé celle du P.c. Dans quelle mesure cette campagne d'explication a-t-elle porté ses fruits ?

L'éventualité d'une rupture de l'union a profondément ébranlé les électeurs de gauche, quelles que soient leurs sympathies particulières. Une certaine incompréhension subsiste indiscutablement envers « les états-majors incapables de s'entendre », quitte à les renvoyer dos à dos. Un responsable fédéral socialiste de Vendée a même pu constater que des électeurs dont la conviction avait été emportée par la dynamique unitaire songeaient déjà à se réfugier dans l'abstention. Sans doute cette attitude reste-t-elle marginale, mais elle montre jusqu'où peut conduire le désenchantement actuel auprès d'une opinion soumise à toutes sortes de pressions.

La réaction des militants socialistes revèle naturellement une plus grande maturité politique, même s'ils demeurent profondément déçus. Solidaire de ses responsables nationaux et assez peu sensible à l'argumentation du Parti communiste, la base du P.s. reste généralement sereine. Ce qui n'empêche pas un grand nombre de militants d'être inquiets, surtout lorsque leur adhésion s'est faite récemment sur une base unitaire. Là où ces nouveaux militants sont les plus nombreux, une formation politique encore insuffisante et un encadrement trop lâche pourraient, à terme et si le climat à gauche s'envenimait par trop, déboucher sur un double écueil : la démobilisation ou une agressivité croissante à l'encontre du P.c.

Mais n'est-ce pas justement dans l'épreuve qu'on peut apprécier la valeur et la sincérité de l'engagement de militants venus, aux beaux jours, grossir les rangs d'un parti en pleine ascension ? En ce sens, la « température » du P.s. a de quoi rassurer ses responsables. Même s'il leur faut maintenir leur vigilance et poursuivre la mobilisation d'un parti dont l'attachement à l'unité ne peut plus être mis en doute.

J.-L. R.



ceux qui craignent d'être entraînés dans une expérience gouvernementale qui mettrait le Parti communiste en situation difficile envers son électorat et par rapport à la ligne politique qu'il affirme. Le développement de la crise n'est probablement pas étranger à l'attitude actuelle du Parti communiste mais ce n'est pas le seul élément.

En effet, la question qui se pose et à laquelle personne ne peut répondre avec certitude est de savoir si les changements prévus par le programme commun et qui semblent recueillir l'appui d'une majorité électorale correspondent effectivement à une volonté profonde du pays. La société française est-elle prête aux transformations que nous lui proposons ? C'est à notre parti d'apporter aujourd'hui, uni et rassemblé, une réponse à cette question.

Sans programme commun de gouvernement, il est douteux que notre parti, qui se trouvera par la force des choses divisé sur ses perspectives stratégiques après les élections, puisse les gagner.

L'absentéisme électoral, les mauvais reports de voix joueront contre nous beaucoup plus que le ralliement des électeurs centristes à un programme commun qu'il nous sera aussi bien impossible d'appliquer seuls. La profondeur de la crise, notre implantation encore vacillante dans le monde du travail condamnent d'avance toute perspective de « social-démocratie » dans notre pays.

La rupture de l'union de la gauche après tant d'espoirs soulevés entraînerait un découragement profond dans les masses populaires. Si, à court terme, c'est Giscard d'Estaing qui apparaît comme le grand triomphateur dans cette affaire, à plus long terme c'est la droite fascisante qui risque d'exploiter le chômage, le désespoir, la xénophobie qui ne manqueront pas de se développer dans les milieux populaires.

Il n'est que temps d'enrayer cette logique suicidaire.

DIDIER MOTCHANE

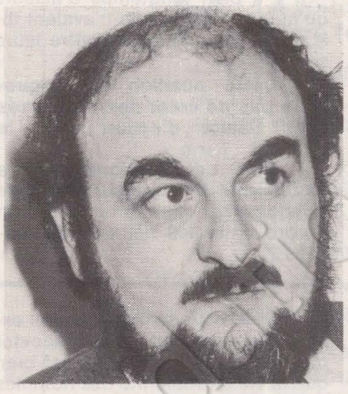
Claude Germon, maire socialiste de Massy, rédacteur en chef du « Peuple », organe officiel bimensuel de la C.g.t., et Jacques Moreau, secrétaire national de la C.f.d.t., responsable du secteur politique, expliquent pour « l'Unité » les positions de leurs centrales dans le débat au sein de la gauche.

CLAUDE GERMON (C.G.T.) : "RIEN NE DOIT ETRE FAIT QUI PORTE ATTEINTE AU CREDIT DE LA C.G.T. ET A SON INDEPENDANCE SYNDICALE"

« L'UNITE » : La C.g.t., tout en déclarant ne pas vouloir se substituer aux partis, prend sur les nationalisations une position qui s'apparente à celle du P.c. Y a-t-il eu discussion à l'intérieur de la centrale à ce sujet ?

CLAUDE GERMON : En effet, la C.g.t. vient d'intervenir à chaud dans le débat qui oppose sur les nationalisations le P.s. et le P.c.f.

J'observe, ce faisant, qu'elle ne fait pas la même démarche sur d'autres sujets en discussion, telle la force de frappe ; pourtant, sur la bombe atomique, les positions confédérales ne sont pas ambiguës : la C.g.t. y reste résolument opposée.



Il n'est donc pas étonnant que le phare mis par la C.g.t. sur les nationalisations soit l'objet d'interprétations diverses.

Ce sont les congrès qui déterminent les positions de la C.g.t. et, dans l'intervalle, le C.c.n. et la C.e. confédérale.

Le document d'orientation voté au 39e congrès, en juin 1975, indique :

« L'essentiel, du point de vue des intérêts de classe des travailleurs — et par conséquent du point de vue de la C.g.t. — est dans l'application des mesures prévues par le Programme commun :

— pour retirer aux monopoles les moyens de leur puissance et remettre à la Nation les leviers de commande essentiels de l'économie, c'est-à-dire la nationalisation des secteurs clefs et leur gestion démocratique dans le cadre d'une planification également démocratique. »

Il faisait écho au 38e congrès d'avril 1972 (avant le Programme commun) qui proclamait :

« La maîtrise des instruments décisifs du développement économique doit être donnée à la nation. Ce qui exige que les grands moyens de production et le contrôle du crédit soient soustraits à l'emprise des féodalités économiques et financières.

C'est pourquoi la C.g.t. se prononce pour la nationalisation démocratique des secteurs clefs du crédit, des banques et des compagnies d'assurances, de la sidérurgie, de l'industrie du pétrole et de l'énergie atomique, des groupes dominants de l'électronique, de la grande industrie chimique et pharmaceutique, de la construction des grands moyens d'équipement, des industries aéronautiques, aérospatiales, d'armement, de la construction automobile et de la marine marchande. »

Ainsi est défini un vaste champ de

→

JACQUES MOREAU (C.F.D.T.) : " LE PROBLEME POUR NOUS N'EST PAS UNE QUESTION DE CHIFFRES, MAIS DE CONTENU"

« L'UNITE » : Depuis l'interruption des négociations entre les partis de gauche, les organisations syndicales ont été amenées à s'exprimer sur ce désaccord. Pouvez-vous préciser dans quelle optique a eu lieu l'intervention de la C.f.d.t. ?

JACQUES MOREAU : Le fait que la C.f.d.t. intervienne dans le débat politique actuel ne peut étonner que ceux qui méconnaissent profondément la stratégie et les objectifs de la C.f.d.t. A partir de l'instant où les intérêts des travailleurs sont en jeu, la C.f.d.t. ne peut pas se taire et rester immobile. L'Union de la gauche concerne le présent et l'avenir des salariés. Elle ne peut pas nous laisser indifférents. Au sein de la stratégie de l'union des forces populaires qui est celle de la C.f.d.t. depuis plus de trois ans, elle représente l'alliance politique nécessaire pour créer les conditions d'une victoire authentique et d'un réel changement. Si un élément de cette stratégie est en panne, c'est toute la stratégie qui est touchée. Mais ne nous méprenons pas. Il n'est pas question pour nous de prendre la place des partis politiques, d'empiéter sur leurs prérogatives ou d'assumer leurs fonctions. Nous n'avons pas changé et il n'est pas question d'intervenir, directement, maintenant et dans le futur, dans le choix des tactiques électorales, l'élaboration des perspectives gouvernementales ou du programme de gouvernement.



Notre conception d'une indépendance syndicale positive nous oblige à être présents et à agir en tant qu'organisation démocratique de masse et de classe là où les problèmes des travailleurs se traitent. Il n'y a pas de zone préservée.

Mais nous sommes une organisation syndicale et en tant que telle nous participons au débat public, en insistant sur les aspects importants pour les travailleurs. L'objectif est d'éclairer, de clarifier. Il appartient aux partis politiques de transcrire ces préoccupations internes, programmatiques, électorales, gouvernementales.

Aujourd'hui, comme au cours des semaines précédentes, nous tentons de tenir un langage de rigueur et de vérité. Nous cherchons à préserver l'essentiel et à faire porter le débat sur ce qui, à nos yeux, ne peut pas rester dans l'ombre sans gros risques pour l'expérience de gauche.

— Pensez-vous qu'au stade où se sont arrêtées les discussions entre les trois partis de gauche, une solution répondant à vos exigences se faisait jour ?

— Notre position est claire. La C.f.d.t. a opté pour la socialisation des moyens de production et

→

COMMENT ET POURQUOI

nationalisation ; il déborde largement des limites du Programme commun, ce qui est normal puisqu'il n'est assorti d'aucun échéancier. Il s'agit d'énumérer hors contingences ce qu'il paraît souhaitable de nationaliser, mais sans en fixer les délais.

C'est d'ailleurs ce qui a permis à la C.g.t. non pas d'opposer son propre programme revendicatif au Programme commun de gouvernement, mais au contraire de valoriser le fait que le Programme commun prend largement en compte les revendications confédérales.

Un exemple concret ? La C.g.t. demandait la nationalisation de la sidérurgie ; ce qui n'empêchait pas la fédération des métaux d'écrire en 1973, à propos du Programme commun :

« Dans la sidérurgie, concernant les groupes USINOR-VALLOUREC - WENDEL SIDELOR - SCHNEIDER, la responsabilité particulière de la puissance publique se traduira tout de suite par des *« prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires »*.

Ainsi les installations sidérurgiques passant sous le contrôle de la Nation permettront de mieux satisfaire les besoins nationaux et sociaux. »

Voilà pour répondre à votre question, l'opinion générale de la centrale.

Pour le reste, puisque nous somme régis par le fédéralisme, il faut se reporter aux positions de telle ou telle fédération.

Mais c'est la première fois, à ma connaissance, qu'à titre confédéral la C.g.t. précise ce qu'elle entend par groupes.

Le bureau confédéral l'a fait au cours d'une conférence de presse où il avait convié les responsables syndicaux des neuf groupes nationalisables.

La définition qu'il a donnée des groupes correspond exactement à celle du P.c.

Donc même si elle s'en défend, la C.g.t. est objectivement entrée dans la polémique qui oppose les partis de gauche.

C'est d'ailleurs ainsi que l'ont compris nos syndicats qui ont manifesté devant le siège du Parti socialiste ou qui ont envoyé des délégations auprès des élus socialistes.

Certes la centrale est rapidement intervenue pour arrêter ces manifestations ; mais le fait qu'elles aient pu avoir lieu montre le trouble de bien des militants.

De même que sont troublés tous ceux qui, à l'inverse, soucieux de l'indépendance syndicale — et je n'ai jamais cessé d'être de ceux-là —, manifestent leur inquiétude et demandent que rien ne soit fait qui puisse porter atteinte au crédit de la C.g.t. et aux règles qui permettent à des millions de travailleurs de toutes opinions de se trouver dans la même organisation syndicale.

Il y a bien longtemps d'ailleurs qu'autant d'adhérents n'avaient téléphoné pour faire connaître leurs sentiments.

— Cette position ne risque-t-elle pas de créer des problèmes dans l'unité d'action avec la C.f.d.t. ?

— Non. Les relations avec la C.f.d.t. sont fondées sur une base revendicative qui a fait l'objet d'un accord entre les deux confédérations.

La défense syndicale des travailleurs n'exige pas qu'ils partagent la même idéologie ; contre la politique néfaste de M. Barre, qu'il s'agisse de pouvoir d'achat, d'emploi, des libertés, de Sécurité sociale, etc. l'action commune est nécessaire.

Aucun débat sur le Programme commun ne saurait modifier cette réalité.

— Estimez-vous que ce soit le rôle d'un syndicat d'intervenir dans le débat qui oppose les partis de gauche, et si oui, de quelle manière ?

— Le mouvement syndical doit intervenir dans tous les domaines qui sont de sa compétence, même s'ils font l'objet de débats entre partis ; mais toutes les précautions doivent être prises.

S'il s'agit du Programme commun, il faut alors ne pas se limiter à une seule question, mais ouvrir sereinement la discussion parmi les adhérents sur l'ensemble des problèmes qui intéressent le syndicat. Faute de quoi, la prise de position sur un seul sujet, dans une période

d'échange. Elle en a fait un des piliers du socialisme démocratique et autogestionnaire. Il n'y aura transformation de la société que lorsque la notion de propriété aura été vidée de tout son contenu et de ses attributs. Travail de longue haleine. Pour s'en persuader il suffit de jeter un coup d'œil autour de soi ou d'analyser les différentes expériences qui se réclament du « socialisme ». Dans la société française actuelle, la nationalisation apparaît comme un instrument adapté, dans certaines conditions d'utilisation, à l'amorçage d'un processus de changement. Mais les nationalisations ne peuvent pas remplacer la volonté politique, elles sont des outils au service d'une politique économique et sociale. Cette conception oriente et imprègne le regard que nous portons sur les difficultés surgies dans les discussions entre les partis de gauche.

Or, que voyons-nous ? Il nous apparaît qu'à partir de l'instant où le programme de gouvernement de gauche prend les moyens pour s'assurer la maîtrise du crédit, celle de la politique des grands groupes industriels, la mise en place d'une planification démocratique et contractuelle, une nouvelle politique de développement au service exclusif de la population devient possible et donc la négociation peut se conclure.

Le problème pour la C.f.d.t. n'est pas une question de chiffres, l'essentiel demeure pour nous le contenu économique, social, organisationnel, que l'on entend donner aux nationalisations.

Lors de la signature du programme commun de gouvernement, nous avons reconnu en lui un fait politique positif et majeur. Tout en critiquant certains de ses aspects, nous nous sommes abstenus de contester l'amplitude des nationalisations. Certes, en tant qu'organisation syndicale de travailleurs, nous avons prévu dans nos textes un nombre de nationalisations un peu plus important. Mais ces propositions sont faites pour être discutées ; il ne nous appartient pas de trancher à la place de ceux qui auront la responsabilité de gérer la société. Nous n'en faisons pas un préalable.

Après examen des dernières propositions du Parti socialiste, nous estimons qu'elles constituent une base de négociations sérieuse, tant sur le plan de la politique industrielle que celui de l'extension des droits des travailleurs. Il est dommageable et incompréhensible que la négociation ait achoppée et ne soit pas reprise. La question se pose alors : n'y-a-t-il pas autre chose ? Les partis ont intérêt à clarifier le débat car le désarroi est réel parmi les travailleurs qui avaient mis dans l'Union de la gauche un très grand espoir.

— Vous venez d'évoquer le contenu à donner aux nationalisations. Est-ce à dire que les nationalisations de 1945, par exemple, ne vous satisfont plus ?

— Nous nous sommes souvent exprimés sur ce sujet ! Il faut rappeler que l'essentiel pour nous est bien que la vie quotidienne des hommes et des femmes soit changée sur les lieux de production. Nous n'avons pas le fétichisme des formes, des organigrammes et des structures. L'essentiel c'est le type de rapports sociaux qui s'instaure réellement. Les nationalisations de 1945 sont pour la plupart d'entre elles un succès sur le plan d'une politique industrielle, malgré l'environnement capitaliste et la privatisation sournoise. Elles apportent d'incontestables avantages aux travailleurs. Elles ne nous satisfont pas pour autant. Les entreprises nationalisées n'ont pas échappé à la bureaucratisation, à la technocratie, à la centralisation et évidemment à une étatisation, source souvent de stérilisations et de blocages divers. Ce qu'il nous faut réussir en 1978 ce sont des nationalisations qui, sous des formes diverses, amorcent une décentralisation, une désétatisation et offre la possibilité aux travailleurs concernés de matriser leurs conditions de travail. Il ne s'agit pas de rêver, il faut aller à l'essentiel. Or l'essentiel aujourd'hui c'est de permettre aux salariés de contrôler ce qui est le plus proche d'eux. La classe ouvrière est prête à aller dans ce sens. C'est la signification profonde de notre proposition des 1 % des heures travaillées pour que les salariés de toutes les entreprises (secteurs privé, public, nationalisé) puissent discuter de leurs conditions de travail. C'est pour répondre à cette exigence qu'en plus nous préconisons dans les entreprises nationalisées la constitution des conseils d'atelier ou de service, destinés à discuter des investissements et des politiques à mettre en place dans le domaine des conditions de travail et de l'organisation.

Quand le P.s. précise que les travailleurs d'une entreprise contrôlée à 60 % par l'Etat doivent bénéficier des mêmes droits que les salariés du secteur public, nous estimons que cette proposition va dans la direction que nous souhaitons. Certes il faudra préciser pour connaître la portée réelle de cette suggestion. Il y aura, à n'en pas douter, des discussions animées à son sujet.

Aujourd'hui il nous faut réussir les nationalisations. La C.f.d.t. ne se laissera pas abuser par l'aspect quantitatif des propositions. Les expériences dans les neuf grands groupes doivent être réussies. C'est la condition pour aller plus loin ensuite. Nous devons aller au rythme permis par la sensibilisation et la mobilisation des salariés. Il nous faut poursuivre, et la C.f.d.t. s'y emploie, la réflexion sur le contenu des nationalisations, les liens avec la planification, avec le marché.

Nous regrettons que la cristallisation sur cet aspect des choses laisse dans l'ombre des problèmes importants pour la gauche. A travers sa plate-forme d'objectifs et de revendications immédiats, la C.f.d.t. visait

de tension, ne peut pas être comprise autrement que comme un appui à l'un des partis. Et, ne manquent pas d'ajouter les commentateurs, toujours au même parti.

Au dernier C.c.n., en mai 77, j'ai demandé — et je n'ai pas été le seul — que soit élaboré un document précisant nos rapports avec les partis et le gouvernement de gauche, et qu'il soit soumis à l'ensemble de la C.g.t. et discuté au C.c.n. de fin d'année.

Le C.c.n. a adopté cette proposition.

Nous allons donc, je pense, pouvoir réfléchir en profondeur sur ce sujet si délicat mais si important, surtout dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche.

Il y a lieu d'espérer que notre cohésion, donc notre capacité de recrutement et d'action, en sortira renforcée.

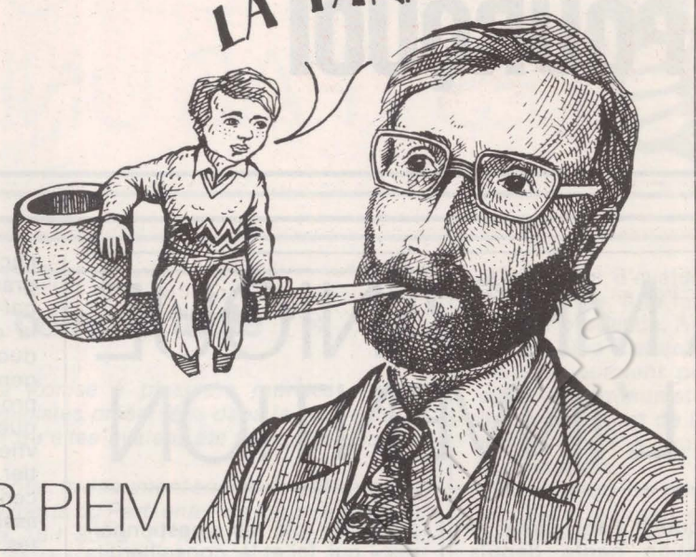
C'est en tout cas ce que je souhaite — comme des milliers de militants de la C.g.t. — dans l'intérêt des travailleurs et de l'union.

Propos recueillis par
MICHELE KESPI-BACKMANN

deux objectifs. Elaborer des propositions susceptibles à la fois de mobiliser présentement les travailleurs et de fournir la base aux négociations à ouvrir après l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir. Cerner les problèmes essentiels à débattre dans la gauche et le pays. La crise qui affecte la France est profonde et réclame pour son traitement des remèdes appropriés. Les problèmes du plein emploi et des inégalités sont au cœur des préoccupations de la majeure partie de la population. La gauche ne peut vaincre et résoudre les difficultés actuelles qui si elle s'attaque de front à ces questions. La C.f.d.t. estime que la solution passe par l'émergence d'un nouveau type de croissance et de développement. Elle soumet au débat public les propositions qui résultent de sa réflexion et de l'expérience collective des travailleurs, des adhérents et des militants. L'important n'est pas aujourd'hui le ralliement des partenaires de l'union des forces populaires aux thèses et aux idées de la C.f.d.t., l'important c'est que les vrais problèmes apparaissent, soient discutés et que chacun dans le cadre de sa propre responsabilité, élabore ses propositions. La droite va laisser la France dans une situation difficile et dangereuse, il nous appartient, dans le cadre de l'union des forces populaires, de créer les conditions du succès durable d'une expérience, de transformation dans le sens du socialisme, de l'autogestion, de la démocratie.

DIPAPACÉQUOI

LA PANNE



PAR PIEM

Pof ! Vroom ! chrac ! crac !
La voiture fit encore quelques mètres, le moteur éternua une dernière fois et s'arrêta.

— C'est la panne stupide, dit le père.
— Dis, papa, c'est quoi, une panne ?
— Un ennui purement mécanique, répondit le père en soulevant le capot.

Ils durent attendre que se dissipe la fumée pour découvrir l'étendue du désastre. Le moteur était brûlant des derniers soubresauts.

— C'est grave ? demanda l'enfant, qui, lui, brûlait de reprendre la route.

— Un pavé dans le carburateur a dû bloquer la soupape de sécurité.

L'enfant aimait bien que son père lui parle mécanique ; aussi s'était-il installé à califourchon sur une branche de l'arbre à cames afin de mieux suivre les explications.

Le père étendit sur le sol quelques numéros de « l'Humanité » tirée ce jour-là à huit cent cinquante millions d'exemplaires et démontant le mécanisme des négociations. Il y déposa les pièces à conviction défectueuses.

— Il est grippé, dit le père.
— C'est quoi, la grippe ?
— Un microbe.
— C'est quoi, un microbe ?
— Un virus, répondit le père en démontant le processus hélicoïdal.

Le bloc, à l'origine, ne manquait pourtant pas de culasse, mais les organes manquaient de graissage, quelqu'un ayant laissé traîner l'huile sur le feu.

— L'électrode de gauche est à la masse, dit le père, les mains pleines de qu'en-dira-t-on.

— Dis, papa, la masse, elle fait une drôle de bobine !

Le père aussi avait une triste tête de delco en éparpillant sur le sol les vices gratinés de la négociation. Il avait mis toute sa confiance dans son moteur en V comme Victoire, et il se retrouvait maintenant avec un moteur à plat. Il avait le sentiment d'être alésé. Mais il fallait aller jusqu'au bout. La machination fut entièrement démontée.

Quand cela fut fait, il enveloppa les pièces détachées dans les feuilles du journal et mit le tout dans le coffre à bagarre, puis il espéra un grand coup à pleins poumons.

— Poussons maintenant, dit-il à son fils.
Et le véhicule, lentement mais sûrement, avança de nouveau sur la route.

COMMENT ET POURQUOI

LA MECANIQUE ET L'INVENTION

Pourquoi ? Lancinante, la question hante depuis plus d'une semaine le « peuple de gauche ». L'union, cette volonté qui a pris en quelques années la force d'un mythe, d'un de ceux qui font l'Histoire, qui dressent les peuples contre ou pour quelque chose, serait-elle fragile au point de ne pas résister à l'élaboration d'un catalogue plus ou moins important de nationalisations ? Peu nombreux sont ceux qui le croient. Car ce qui serait en jeu — l'appropriation collective non pas « des » filiales, mais de la part de capital privé demeurant dans ces dernières après que les actifs des groupes à nationaliser seraient passés sous le contrôle de la puissance publique — n'a qu'un lointain rapport avec l'enjeu global : changer de société.

Dès lors, les « explications » les plus diverses sont nées. Pour les uns, le P.s., dérivant à droite, est en retrait sur le Programme commun de 1972. Pour les autres, le P.c., empêtré dans ses contradictions, confit de sectarisme, aurait choisi l'échec plutôt que la participation au pouvoir. D'autres enfin, plus machiavéliques ou plus intéressés, ont vu dans le déroulement du débat la main de Moscou. Certes, la conduite de la négociation, la hauteur fixée à la barre dès le départ, la personnalité même des négociateurs et leur marge d'initiatives — ou de concessions —, le rôle de tribune donnée à la télévision, tout cela joue, pèse, influe. Mais rien de cela, pourtant, n'est déterminant.

Derrière les nationalisations, il faut donc découvrir le vrai problème, théorique et pratique, qui est posé à la gauche. Celui-ci est connu, bien que rarement abordé : c'est celui de la transition. Et ce problème dépasse de loin les « gestionnaires » qui, ici et là, conseillent la gauche.

Depuis 1972, les Français vivent sur une évidence : l'application, même « minimale », du Programme commun créera les conditions de passage vers une autre société. Pour les partis surgit dès lors la question de fond : quelle société ? Et là, les deux grandes forces qui, depuis des décennies, structurent la gauche ont des réponses différentes.

Le Parti communiste a un objectif : bâtir une société où l'ensemble des grands moyens de production serait socialisé. C'est-à-dire étatisé. Car, si dans le courant pré-marxiste, proudhonien, il existait une dimension antiétatique dans la socialisation des moyens de production, les propriétaires-gestionnaires n'étant pas l'Etat, mais les producteurs eux-mêmes, aujourd'hui la socialisation est avant tout un moyen de confisquer la plus-value, la gestion de l'ensemble étant confiée à l'Etat. Concession aux traditions, une place est laissée dans les conseils d'administration aux syndicats.

Mais il faut pousser plus loin. Le projet communiste n'est-il pas, finalement, un système où l'accumulation, toujours plus grande — même si elle est répartie plus égalitairement —, où la croissance des forces productives tiennent lieu de changement des rapports sociaux de production ? Car cette vieille question du mouvement ouvrier, toujours remise en chantier, demeure aujourd'hui au centre des questions qui nous assaillent. Pour les communistes, la science venant au secours du développement — et, ajoutent les mauvaises langues, « l'organisation décidant de tout » —, le développement des forces productives est toujours le nec plus ultra de l'avenir.

Certes, la logique d'un système bâti sur de telles bases est réelle. Il suffit de lire les travaux des économistes communistes, de s'imprégner du mécanisme de gestion que le P.c. propose — ou met en place dans les communes qu'il gère —, de comprendre sa conception du Plan, de la régionalisation ou du problème nucléaire, sa volonté de bâtir des « grandes entreprises », pour se convaincre que son projet se résume au développement des forces productives, ce dernier étant doublé d'un processus de répartition des revenus.

Ce qui, certes, n'est pas rien. Mais les limites sont évidentes : on fera plus, mais on ne fera pas autre chose. Poussons à l'absurde : « on » vivra mieux, mais « on » ne changera pas la vie. Car les rapports sociaux de production ne seront pas modifiés. Quelques interrogations suffiront : dans un tel projet, comment peut-on concevoir, par exemple, la fin du travail à la chaîne ? Non pas simplement en limitant les cadences, mais là comme ailleurs en remettant en question la division sociale du travail ? Autre exemple : « la croissance pour qui ? » est une bonne question. Mais, dans un tel projet, peut-elle se doubler d'une autre question : « la croissance pour quoi ? »

Pour ceux qui restent accrochés aux vieilles lunes, il faut rappeler toutefois qu'un tel projet n'est nullement incompatible avec les libertés, surtout dans un pays comme le nôtre, disposant de hauts revenus et à l'abri d'une menace étrangère. Et, dans ces conditions, abandonner le concept de dictature du prolétariat ne coûte pas cher, surtout lorsque l'on sait qu'elle n'a jamais été appliquée dans les pays servant de référence au P.c. ! A l'évidence donc, ce projet implique un modèle. Non pas un modèle étranger, palpable, mesurable, mais une sorte de modèle mathématique, rassurant, économiste en diable, ne laissant nulle place à l'irruption de ce que certains ont appelé « l'initiative historique des masses ».

Face à ce projet « fort », le P.s., pour sa part, ne présente aucune construction rigide. Mieux, il n'a pas de modèle. « Enfin et ouf ! », faudrait-il ajouter. C'est d'ailleurs ce qui, loin d'être une faiblesse, fait sa force, sa jeunesse, son attractivité. Il ne s'agit pas là d'ambiguïtés, voulues ou non.

La société dont parle le P.s. sera ce que, petit à petit, la dynamique sociale créera. Et le mouvement accompagnant les réformes, sera mise profondément en question la logique de la croissance et de l'accumulation capitaliste. L'appropriation collective des moyens de production n'est plus qu'un moyen, un chemin imposé, une condition nécessaire mais non suffisante. Pour aboutir, le projet socialiste implique autre chose : l'autogestion. C'est-à-dire, qu'on le veuille ou non, dès le départ, avant les premières expériences, une certaine idée des pouvoirs, de la hiérarchie et des rapports de l'individu avec les chaînes de commandement.

Si, en 1971, le P.s. n'avait

Mal informé

Le secrétariat du Comité central a publié samedi un communiqué (reproduit le lendemain dans l'« Humanité Dimanche ») « appelant les communistes à ne prendre part à aucune délégation se rendant dans les sièges du Parti socialiste ou auprès de ses représentants pour faire connaître son point de vue sur la situation actuelle de l'Union ».

Il y a au moins un membre du Comité central qui n'était pas informé de cette décision : Robert Montdargent, député d'Argenteuil, qui s'est présenté samedi après-midi, 7 bis, place du Palais-Bourbon, à la tête d'une délégation porteuse de pétitions.

qu'un projet en forme de slogan — changer la vie —, en cinq ans il a grandi, s'est mis à vivre. Et, depuis, il tâtonne, invente, reprend et réapprend. Colloques après colloques, idées nouvelles contre idées nouvelles, malgré les contradictions nécessaires, les interrogations, les « blancs » qui demeurent — heureusement — dans la discussion, et parfois l'incompréhension entre tendances, c'est une certaine vision de la transition vers le socialisme qui s'est affirmée. Et malgré le lyrisme de certains discours, c'est un socialisme en mouvement qui a surgi, un monde à réinventer où la contradiction est dynamique. Significatifs à cet égard sont les débats internes sur le nucléaire, la régionalisation, l'autogestion, la défense et l'idéologie. Et à décoder propositions et discours, que trouve-t-on ? La volonté affirmée de modifier les rapports sociaux de production.

C'est en ce sens que l'on peut dire, que l'on doit dire, que le P.s. a changé. Car, si comme hier il est prêt à utiliser les mécanismes nécessaires — comme les nationalisations de groupes ou de filiales —, c'est pour en arriver à l'essentiel, la modification des rapports sociaux de production. Car « changer la vie », c'est d'abord cela.

Que le Parti communiste soit « effrayé » par un tel projet, instable, toujours à réinventer, n'a pas de quoi étonner. Ce serait l'inverse qui serait étonnant. Car, ou bien cette transition réussit et dans vingt ans le modèle que le P.c. présente n'aura plus de sens car la France aura réinventé la Révolution, ou bien la transition échoue et la question n'a plus de sens non plus !

L'inquiétude du P.c. pouvait, à la rigueur — en 1972 par exemple —, être « oubliée ». Alors le P.s. n'était qu'une potentialité, une force d'appoint. A la fois sur le plan du projet et sur celui plus banal mais plus déterminant du poids électoral.

Mais les temps ont changé. En cinq ans, le P.s. a grandi et mûri. D'allié à vocation hégémonique, le P.c. allait se retrouver allié tout court. Sans avoir eu le temps, lui, d'évoluer. Car, si le P.c. change, il le fait avec une longue prudence. Avec plus de temps, plus d'attention, les socialistes auraient peut-être pu aider les communistes à oublier une bonne part de leur économisme. Mais à tous le temps était compté.

C'est dans ce heurt entre le modèle et le projet, entre le mécanisme et l'invention que l'actualisation du Programme commun est intervenue. Au passage, quelques-uns ont oublié l'essentiel. Dans la double crise — économique et politique — qui caractérise la France, la seule issue réside dans une modification des mécanismes de l'accumulation capitaliste. Comme la baisse tendancielle du taux du profit est inéluctable, sauf défaite brutale de la classe ouvrière, reflux, nouveau partage de la valeur ajoutée au bénéfice du patronat, le problème posé ne peut pas être : comment faire plus avec moins, mais : comment faire plus et surtout autrement.

La réponse passe par un compromis non pas entre partis — socialiste et communiste —, mais entre couches sociales : ouvriers et cadres. Rarement perçu, ce compromis à venir est nécessaire. Car les premiers veulent d'abord modifier les rapports d'exploitation, les seconds les rapports de pouvoir. Ce n'est donc pas un hasard si la régulation collective de l'économie et l'autogestion sont devenues les thèmes majeurs de ces dernières années. Et ce n'est pas un hasard si le P.s., porteur de cette double exigence, a su polariser l'intérêt de ceux que les modèles n'avaient pas encore modelés.

C'est à partir de là que la contradiction actuelle peut être levée. Au-delà des différentes lectures du Programme commun de 1972, — et celle que fait aujourd'hui le P.s. est la même que celle qu'il faisait il y a cinq ans —, au-delà des procès d'intention, il est à souhaiter que ceux qui, en toute franchise ont peut-être oublié de se mettre à l'heure de l'Histoire, retrouvent le temps commun. Le reste est subalterne.

GUY PERRIMOND

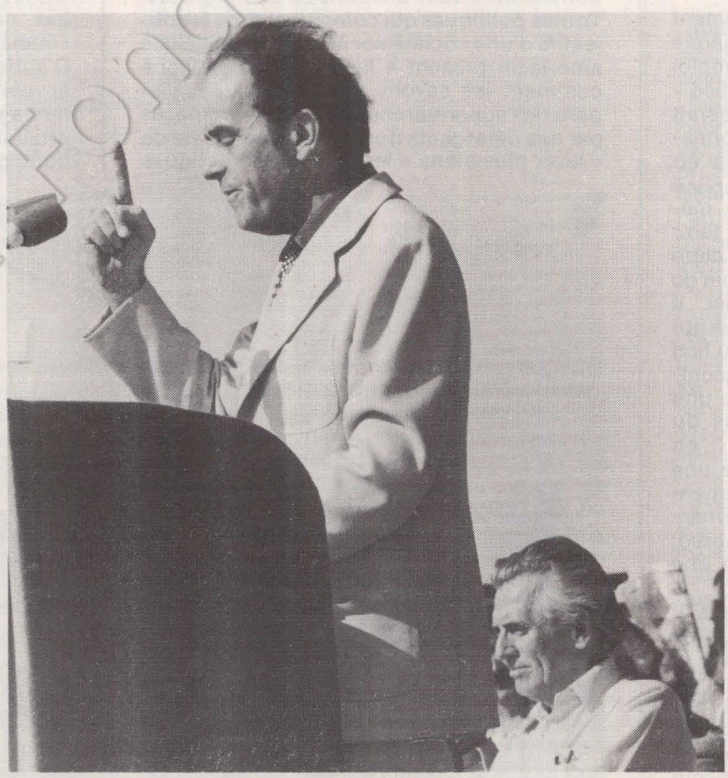
« Sur un coin de table ? »

Le Parti communiste a ironisé à plusieurs reprises sur les dernières propositions socialistes présentées dans la soirée du 22 septembre, en prétendant qu'elles avaient été rédigées « sur un coin de table ».

La réalité est toute différente : le document socialiste a été préparé en présence de plusieurs experts du Parti entre les deux séances du Sommet, c'est-à-dire de 18 h 30 à 21 h 30, et mis au point minutieusement au cours de la suspension de séance qui avait été demandée par François Mitterrand et qui a duré près de deux heures. Il s'agissait donc d'un document soigneusement pesé et accompagné de la liste précise des 227 sociétés dont la nationalisation était proposée.

A noter d'ailleurs que la délégation communiste n'a jamais remis à ses interlocuteurs la liste des 729 filiales devant être, selon elle, nationalisées. C'est seulement après qu'elle eut été publiée par « le Monde » que « l'Humanité » l'a reproduite lundi, ce qui a permis de constater qu'elle comportait 44 sociétés appartenant aux groupes Pricel et Nobel-Bozel ne figurant pas parmi les neuf inscrits dans le Programme commun et une quarantaine d'autres dans lesquelles ces neuf groupes ne détiennent que des participations minoritaires.

On peut donc en conclure que le chiffre de 729 au-dessous duquel le P.c.f. affirme maintenant ne pas pouvoir descendre est aussi arbitraire que ceux de 1 616 (numéro de mai d'« Economie et politique »), de 1 450 ou de 1 008 avancés précédemment.



Georges Marchais à la Fête de « l'Humanité », derrière lui, légèrement caché, Roland Leroy.

LE PLUTONIUM N'EST PAS UNE FATALITE

« Hors du plutonium, point de salut ». Les représentants de l'Internationale socialiste réunis à Marseille refusent ce postulat, réfléchissent et proposent des solutions

De notre envoyée spéciale

Alstanbul, la conférence mondiale de l'énergie a vu les experts de soixante-quinze pays montrer qu'une crise énergétique sérieuse nous attend. L'uranium lui-même ne suffira pas à combler le déficit, ont-ils dit, pour expliquer que seuls les surrégénérateurs offraient une solution : « Hors du plutonium, c'est la réduction du niveau de vie... »

A Marseille, les représentants de l'Internationale socialiste se sont réunis sur le même thème. Mais avec des conclusions différentes et le souci, surtout, de poser différemment le problème, en s'interrogeant avant tout sur le type de croissance dont dépend une nouvelle politique de l'énergie.

Certains, comme le représentant belge, ont défendu l'idée que, puisqu'il ne reste plus suffisamment de pétrole et de gaz, nous n'avons pas d'autre choix que le nucléaire ou le retour au charbon. D'autres, comme Christiane Mora, ont soutenu une position différente : « Il nous faut agir comme si nous avions le choix, même si nous savons qu'il est restreint. » Selon la représentante française, « il faut d'abord étudier le type de politique économique et sociale que nous voulons développer et, ensuite, aborder les problèmes d'approvisionnement en fonction de la politique énergétique dont nous avons besoin ».

Cette position a d'ailleurs été largement approuvée. Le représentant de l'Allemagne fédérale, quant à lui, a souhaité que l'emploi soit garanti par une croissance « qualifiée » où la consommation énergétique serait maintenue dans des limites plus raisonnables. Chacun s'est accordé pour mettre en question un certain progrès au service du capitalisme, celui qui, par exemple, mesure les coûts énergétiques sans tenir compte des coûts sociaux induits. Mais cette réflexion sur la croissance est encore loin de trouver une conclusion. En particulier, il manque encore une théorie économique qui permettrait de résoudre le problème du lien entre croissance, plein-emploi et consommation d'énergie. Maltré tout, il existe une certaine élasticité entre les variations du P.n.b. et la consommation d'énergie : en 1960, dans la Communauté européenne, une croissance de 1 % représentait une augmentation de 0,7 % de la consommation d'énergie. Aujourd'hui, ce rapport s'est inversé, preuve qu'il est possible de revenir à une production moins gaspilleuse.

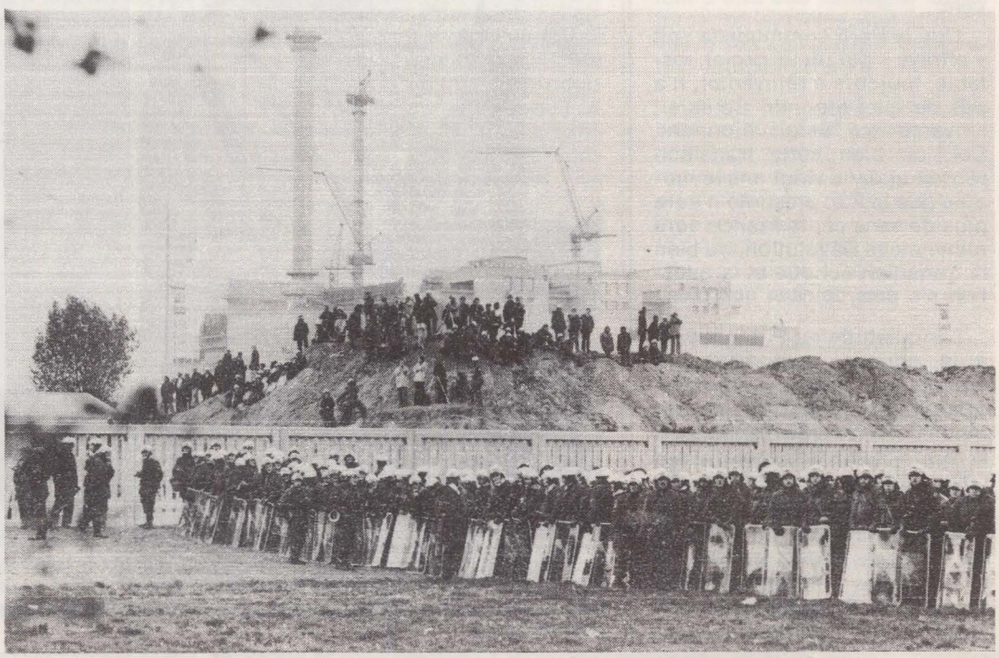
Les économies d'énergie sont possibles et même indispensables, ont reconnu tous les participants du colloque. « Accepter la croissance exponentielle de la consommation d'énergie, c'est hâter la venue de la pénurie et creuser le fossé entre pays industrialisés et pays en voie de développement. » Car les pays pauvres ont un besoin absolu d'énergie et de matières premières, même s'ils refusent, comme le Sénégal, de fonder leur développement sur le gaspillage, ainsi que l'ont fait les pays industriels. C'est donc aux pays riches de faire des efforts pour économiser ce qui est indispensable aux autres ; en particulier aux Etats-Unis, qui brûlent 46 % de l'énergie consommée dans le monde non communiste. On comprend à quel point la réussite du plan Carter est essentielle, même s'il est très insuffisant quant aux transformations de structure.

Une vraie folie

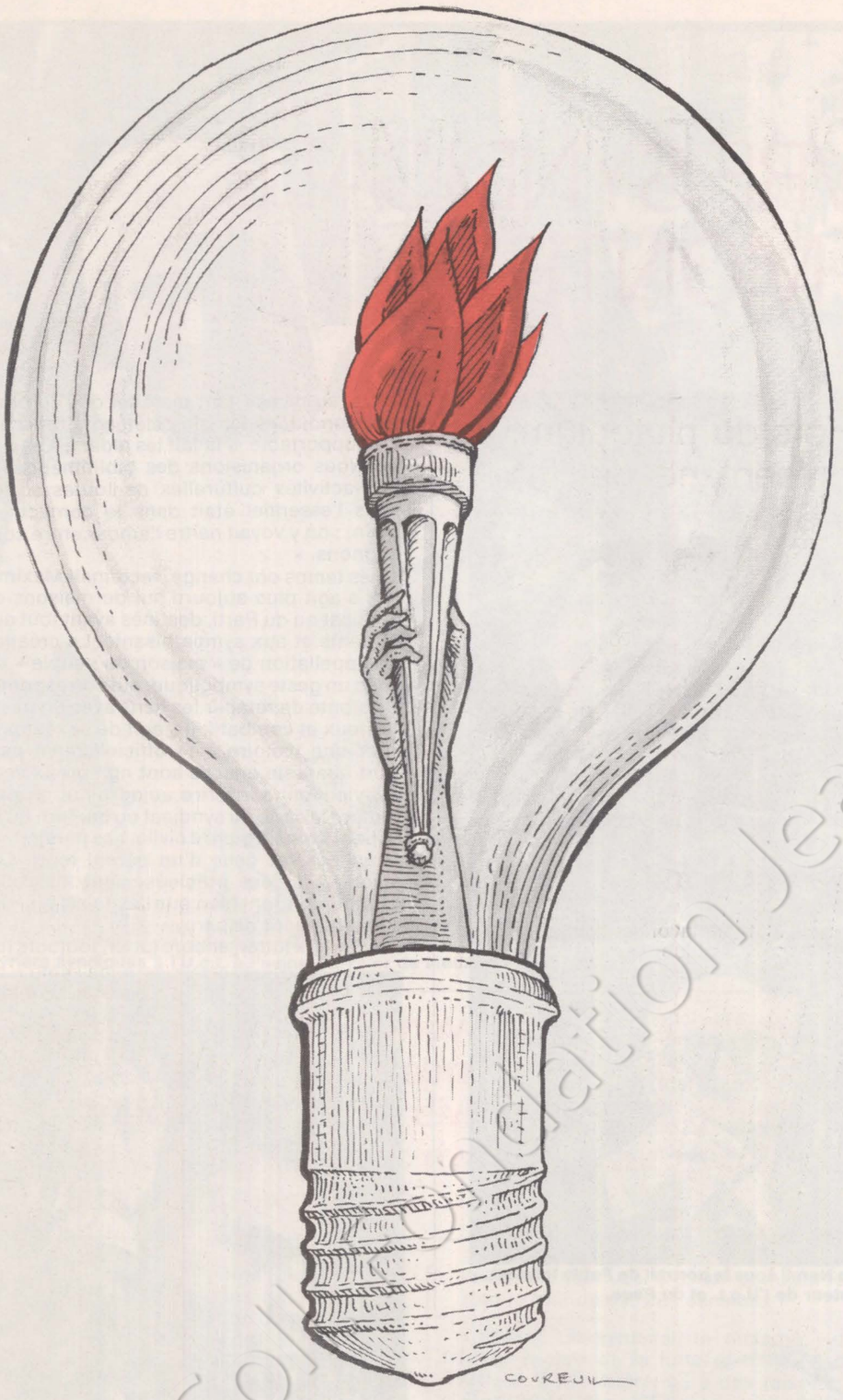
On peut, en effet, favoriser des économies d'ordre technologique, par l'isolation des bâtiments, de meilleurs rendements des moteurs, etc. Mais il faut également, à plus long terme, songer à modifier fondamentalement les ressorts de l'économie en privilégiant le recyclage des déchets, une plus grande solidité des produits fabriqués, une conception étendue des transports en commun, etc. Toutes politiques qui coïncident avec les objectifs d'une société socialiste. Un socialiste américain présent à la réunion a expliqué comment les savons naturels avaient disparu des supermarchés pour être remplacés par des détergents dont le seul mérite est de « laver plus blanc » les textiles synthétiques qui, eux-mêmes, obligent à utiliser des déodorants... « Une véritable définition de la folie. » Mais une folie qui n'est pas perdue pour tout le monde, puisque, dans cette chaîne sans fin, les industriels gaspillent toujours plus de pétrole et s'octroient un plus gros pourcentage de profit.

Les Suédois ont d'ailleurs calculé que les services sociaux et autres éléments de la consommation publique usent deux fois moins d'énergie et de main-d'œuvre que la consommation privée. Il est donc possible de concevoir une politique qui favoriserait la croissance des secteurs de l'économie les moins « énergivores ».

De toute façon, le nucléaire ne semble pas présenter « la» solution miracle au problème de l'énergie, ne serait-ce que dans la mesure où elle risque de devenir rapidement obsolète. Mais, dans la rencontre de Marseille, la discussion s'est faite très vive sur ce thème. Certains, comme les Allemands et les Belges, ne voient pas d'autre possibilité dans l'immédiat pour produire de l'électricité. D'autres, comme les Hollandais, ont préféré la voie du moratoire pour quatre ans, en attendant que les problèmes de déchets et de prolifération nucléaire trouvent des solutions plus satisfaisantes qu'aujourd'hui. Le



Manifestation antinucléaire, le 25 septembre dernier à Kalkar, en Allemagne de l'Ouest.



représentant néerlandais a aussi rappelé que les mille tranches nucléaires nécessaires en l'an 2000 pour produire 17 % de la consommation mondiale — d'après une étude du Mit (Massachusetts Institute of Technology) — suffiraient à rendre probable un grave accident de réacteur tous les dix ans, puisque le rapport Rasmussen admet la probabilité d'une fonte du cœur du réacteur tous les dix mille ans / réacteurs...

Les « majors » sont là

Malgré les désaccords entre délégations sur le nucléaire, il semble que tous s'accordent à reconnaître que les énergies nouvelles offrent une alternative intéressante. A condition d'y consacrer d'ores et déjà des investissements très importants et aussi de s'en assurer le contrôle.

En effet, dès maintenant, les grandes compagnies pétrolières internationales tentent d'affermir leur monopole en s'intéressant de près aux nouvelles formes d'énergie. Ce problème du contrôle par les Etats et par les travailleurs de l'approvisionnement en énergie semble donc déjà posé pour les années à venir, et les partis de l'Internationale, qu'ils soient ou non au pouvoir, s'en inquiètent.

Conscients de la nécessité de politiques nationales en matière d'énergie, les représentants socialistes réunis à Marseille ont également insisté sur le fait que les politiques nationales n'ont de chances de réussir que par la solidarité internationale. En effet, la crise a aggravé les inégalités, et le déploiement industriel dont elle a été le prétexte handicape encore plus les chances des travailleurs, notamment dans les pays en voie de développement.

Christiane Mora a donc rappelé la proposition du Parti socialiste français : négocier des contrats d'échanges entre pays industrialisés et pays en développement, ce qui résoudrait les problèmes d'approvisionnement en matières premières des uns sans importer l'inflation chez les autres.

La nécessité d'une coordination internationale a été soulignée par tous, en particulier par les représentants des pays pauvres, qui souhaiteraient voir reprendre le dialogue Nord-Sud. Le Sénégal, par exemple, s'intéresse particulièrement aux solutions solaires et propose sur ce thème une coopération entre pays riches et pays en voie de développement qui permettrait peut-être de libérer le solaire des mains des « majors ».

Le Venezuela insiste, lui aussi, sur la conservation indispensable des matières premières et s'enorgueillit d'une politique de coopération très différente de celle des autres producteurs de pétrole ; il consacre en effet 10 % de son P.n.b. à des fonds de développement, espérant ainsi redistribuer une partie des richesses accumulées grâce à un prix élevé du pétrole.

Dépasser les contradictions

Malgré tout, la coopération ne peut pas résoudre tous les problèmes et on voit mal comment aborder les questions d'énergie à l'horizon 2000. Même si les politiques nationales d'économies d'énergie sont effectivement suivies avec volontarisme, il faudra probablement doubler la production de pétrole avant la fin du siècle, ce qui représente l'épuisement d'une matière première irremplaçable. Les pays du tiers monde, notamment, ont un besoin vital d'augmenter leur consommation d'énergie pour leur industrialisation. La seule solution serait de concevoir un nouveau modèle de développement où le bien-être social ne serait pas synonyme de consommation de biens et de services. Encore une fois, il s'agit de proposer un changement de mentalités, et on peut se demander si les dix ans qui viennent suffiront à ce renversement de valeurs.

Beaucoup des participants à la réunion de Marseille ont souhaité ne pas entrer dans le cycle du nucléaire, ne pas subir la fatalité de programmes dont ils refusent les choix industriels et le caractère autoritaire. Le Parti socialiste italien, par exemple, défend la solution de l'austérité énergétique, alors que le Parti socialiste français préconise le ralentissement du programme et la suspension de Super-Phénix. Pour d'autres, comme les Allemands et les Autrichiens, il est surtout essentiel de lutter contre le chômage. Comme on le voit, il n'est pas facile de dépasser les contradictions.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Collection Jean Jaurès

LA FIÈVRE SYNDICALE MONTE

De notre envoyé spécial

« Il ne nous servira à rien d'avoir des représentants ouvriers au Parlement si nous ne luttons pas, si nous n'organisons pas un mouvement syndical fort. Personne ne nous sauvera. Nous devons le faire nous-mêmes. » L'orateur, une femme, membre de la direction provinciale de l'U.g.t. (syndicat socialiste) de Madrid, s'adresse à une centaine de personnes réunies pour l'inauguration de la « maison du peuple » de cette organisation, à Colmenar Viejo. Il s'agit d'une cité ouvrière des environs de Madrid, en pleine Castille desséchée par le soleil. Une « vraie ville », avec usines, et non pas une cité-dortoir. Ce qui n'empêche ni le chômage ni les problèmes d'argent, car, à Colmenar Viejo comme dans le reste de l'Espagne, la situation des travailleurs est des plus difficiles.

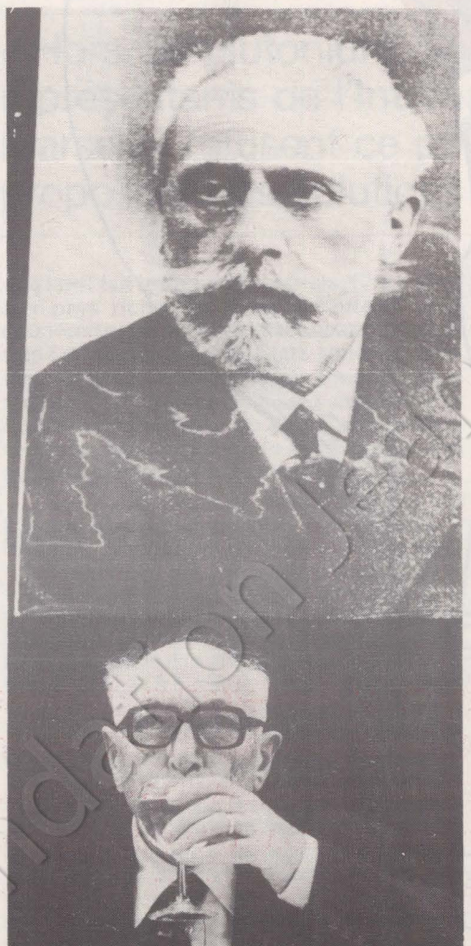
Les murs de la nouvelle « maison du peuple » sont peints de blanc. Outre un drapeau de la centrale, on trouve des portraits du Che, d'Allende, de Marx, de Garcia Lorca et du fondateur de l'U.g.t., Pablo Iglesias, « autant de camarades à qui les travailleurs doivent beaucoup », me dit-on en guise de commentaire.

Les interventions des trois orateurs sont brèves et percutantes : « Nous ne pourrons rien faire au Parlement si nous, les vrais travailleurs, ne nous organisons pas en syndicat critique qui dise par où l'on doit passer. » Pendant que le secrétaire de l'union locale définit ainsi les rapports qu'il conçoit entre syndicat et Parti socialiste, la sangria circule. L'ambiance est à la fête. Une célébration qui colle au réel. Les présents sont heureux : dans la pièce d'à côté, ils savent qu'un avocat viendra leur donner régulièrement les conseils juridiques dont ils ont individuellement et collectivement besoin. Cette inauguration correspond en outre à un développement du syndicat et à une liberté d'expression ouvrière à peine retrouvée.

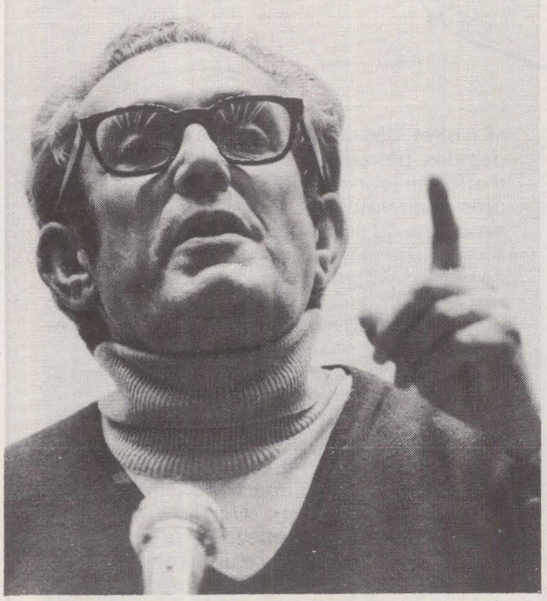
Dans leurs habits du dimanche, en fumant le cigarillo quand leurs moyens le leur permettent, ces hommes et femmes parlent essentiellement de leurs revendications. Leur grand problème est de savoir quand, comment et sous quelle forme ils vont se mettre en grève pour obtenir de meilleurs salaires. Beaucoup des ouvriers présents ne gagnent pas mille francs par mois.

Les « maisons du peuple » réveillent un vieux souvenir, cher au cœur des socialistes espagnols. Elles sont nées avec le Parti et le syndicat dès la fin du siècle dernier. Maximo Rodriguez, aujourd'hui député du Psoe, est entré à l'U.g.t. en 1924, quand il avait seize ans.

« On les appelait « maisons du peuple », rappelle-t-il, car c'était, à l'époque, le seul endroit où le peuple pouvait se réunir. Les travailleurs, la plupart du temps misérables et analphabètes, n'avaient d'autre solution, à la sortie de l'usine, que de se rendre à la taverne et de se saouler. Ils manquaient alors, au niveau tant matériel que spirituel, des conditions les plus élémentaires d'une vie supportable. Il fallait les aider à s'en sortir. Nous organisions des bibliothèques et des activités culturelles de toutes sortes. Mais l'essentiel était dans le contact humain : on y voyait naître l'amour entre compagnons. »



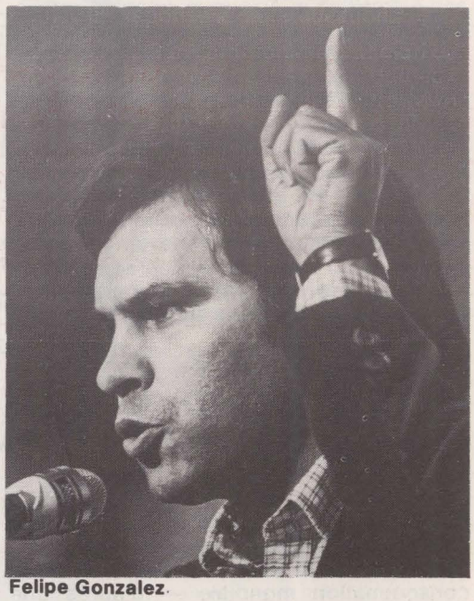
Pietro Nenni sous le portrait de Pablo Iglesias, fondateur de l'U.g.t. et du Psoe.



Marcelino Camacho, leader des Commissions ouvrières.

Les temps ont changé, reconnaît Maximo, et il s'agit plus aujourd'hui de maisons du syndicat ou du Parti, destinés avant tout aux militants et aux sympathisants. La création et l'appellation de « maison du peuple » est donc un geste symbolique, qui correspond à la volonté de rétablir les liens avec un passé glorieux et combatif. Il s'agit de se réapproprier une histoire niée officiellement pendant quarante ans. Ils sont nombreux ceux qui viennent s'inscrire aujourd'hui en présentant la carte du syndicat ou du Parti qu'ils avaient avant la guerre civile. Les plus jeunes viennent avec celle d'un parent mort. Ces reliques gardées précieusement malgré le danger montrent bien que l'espoir n'a jamais complètement disparu.

« Je veux lutter, encore lutter, toujours lutter. Je ne porte pas le syndicat sur ma carte, mais dans mon cœur. Je veux lutter parce que je veux que ça change, au moyen de la grève ou de n'importe quoi. » Juan fait partie de ceux pour qui le trait d'union avec le passé n'est qu'un appui, et non une fin. Il se dit militant depuis que son père « l'a fait », et il n'a pas attendu la mort de Franco pour se battre. Mais, aujourd'hui que la liberté est partiellement retrouvée, il se lance à corps perdu dans la bataille.



Felipe Gonzalez.

Une véritable fièvre syndicale semble s'être emparée des travailleurs espagnols. En chiffres absolus, les syndiqués sont déjà plus nombreux de l'autre côté des Pyrénées que chez nous. Dix-sept syndicats se sont formés, et les deux plus importants — l'U.g.t.



Ouvriers syndiqués à l'U.g.t. à l'usine Chrysler de Madrid.

Prévues pour la mi-novembre, les élections syndicales constituent une épreuve-clef pour le régime et le mouvement ouvrier divisé — l'U.g.t. et les Commissions ouvrières sont rivales — sur le rôle et la conception du syndicats

et les Commissions ouvrières (plus proches du P.c.) — annoncent tous deux compter aujourd'hui plus d'un million trois cent mille membres. Dans les locaux de l'union provinciale U.g.t. de Madrid, les cartes s'entassent par terre au dernier étage, car on ne sait plus où les mettre. Au local des « rivaux », les Commissions ouvrières, des dizaines de personnes font la queue à l'heure du déjeuner pour s'inscrire. Depuis le congrès U.g.t. de 1976, les syndiqués de Madrid sont passés de 500 à 110 000. Les Commissions ouvrières de Madrid Centre comptaient le 29 avril 1977 sur 38 000 inscrits et le 31 août sur 257 906 ! Plusieurs raisons expliquent ce fantastique bond en avant.

La première peut nous sembler une « péripétie ». Elle a pourtant valeur de symbole. Depuis le mois de juillet, les travailleurs espagnols ne sont plus tenus de verser la cotisation obligatoire au syndicat vertical, tristement lié au système fasciste. Mais, depuis quarante ans, ils avaient pris l'habitude d'appartenir à un syndicat et se sont naturellement tournés vers les nouvelles centrales démocratiques agissant aujourd'hui sur la place publique. Ce sont elles qui peuvent leur fournir les services d'avocats spécialisés dans les problèmes du travail auxquels ils étaient habitués. C'est un point sur lequel tout le monde est très sensible.

Quand un syndicaliste réclame « de la lutte, encore de la lutte et toujours de la lutte », il fait référence à des raisons bien plus profondes. L'Espagne des dernières années du franquisme connaissait, malgré la répression, l'un des taux de grèves les plus élevés d'Europe, à une époque où la seule prononciation du mot « grève » était interdite... Les raisons qui poussaient alors au combat n'ont pas disparu avec le dictateur. Car, tout le monde insiste là-dessus, le franquisme est toujours présent. Travailleurs et militants politiques le savent, puisqu'ils ont perdu vingt-sept des leurs depuis qu'Adolfo Suarez est au gouvernement.

Dans le domaine juridique, les lois franquistes qui régissaient la grève et les conventions collectives sont toujours en vigueur. Les centrales démocratiques n'ont, par exemple, pas le droit de participer à la discussion des accords collectifs, et encore moins à leur signature. On raconte le cas d'une boîte dans laquelle le patron avait accepté de signer un accord avec les centrales syndicales, mais qui a refusé de laisser les délégués quitter leur poste de travail pour se rendre à cet effet dans les locaux de la direction. Deux raisons fondamentales donnent aujourd'hui toute son importance à la bataille syndicale. L'une est politique, l'autre économique.

« La bataille essentielle aujourd'hui, nous a dit Xavier Solana, porte-parole du Psoe, est de mettre en marche des mécanismes démocratiques dans une démocratie qui fait ses premiers pas. A ce titre, les élections syndicales qui doivent avoir lieu à la mi-novembre sont, après les élections parlementaires du 15 juin et avant les élections municipales qui devraient avoir lieu aux environs de la mi-février, une épreuve clef. »

Julian Ariza, membre à la fois du comité central du Parti communiste et du secrétariat national des Commissions ouvrières, complète cette analyse en disant : « Le problème central, aujourd'hui, est la crise économique. Pas seulement parce qu'elle est grave. A un moment où la démocratie doit encore être consolidée, l'inflation et le chômage rendent la situation sociale fragile. Ils pourraient, si nous n'y prenions garde, déboucher sur un chaos économique et social qui justifierait à son tour une intervention... » **(voir « l'Unité » n° 261).**

Chômage et inflation sont des réalités bien concrètes pour les travailleurs espagnols, qui se traduisent par la réapparition « de la faim physique dans certains secteurs de la population et dans certaines zones du pays ».

Il n'est pas étonnant, dans ce cadre, de constater que l'été a été anormalement « chaud », avec des grèves dans l'hôtellerie et dans la chaussure au niveau national, une grève des ramasseurs d'olives d'Andalousie et de pêches du nord de l'Espagne, pour ne parler que des plus significatives. →

Fondation Jean-Jaurès

Cette agitation sociale est également un prétexte pour les nostalgiques. Ainsi, des anciens dirigeants du syndicalisme vertical, liés à certains patrons de choc et aux sbires des organisations fascistes en activité, ont, dans une nette volonté de déstabilisation, impulsé une grève des camionneurs (tiens, tiens !) et des distributeurs d'essence. Les centrales syndicales ont dû s'y opposer. Il s'agit là d'un élément fondamental pour comprendre la volonté des syndicats d'obtenir que les élections devant leur donner leur pleine capacité d'action soient organisées au plus vite.

Chantages de la droite

Prévues initialement pour fin septembre, ces élections ont été repoussées de plus d'un mois pour trois raisons. Tout d'abord, les difficultés d'organisation d'une telle consultation, difficultés techniques et politiques, dans la mesure où elles impliquent un accord gouvernement-centrales. Deuxième raison : le centre essaie, après un échec au niveau confédéral, d'organiser des syndicats centristes dans certains secteurs où l'implantation de la gauche est moins forte. Enfin, manœuvre plus subtile, le gouvernement semble vouloir négocier en une seule fois l'organisation syndicale et les mesures économiques qui s'imposent en espérant imposer le chantage : un peu plus de démocratie dans l'entreprise contre un peu moins d'augmentations de salaires pour les travailleurs.

Les centrales entendent séparer les deux problèmes et régler la question des élections syndicales avant d'aborder les négociations des conventions collectives prévues pour le mois de décembre.

Au centre du débat se trouvent la démocratie dans l'entreprise et l'organisation de la défense des intérêts des travailleurs. Deux conceptions s'affrontent nettement que le gouvernement tente de concilier : celle de l'U.g.t. et celle des Commissions ouvrières.

Les C.o. revendiquent une ligne « assembléiste » assez proche de l'italienne, dans laquelle le pouvoir est en dernière instance dans les mains de l'assemblée générale de travailleurs et, pour la gestion des problèmes quotidiens, entre celles du conseil de délégués. Celui-ci est conçu comme « organe représentatif, collectif unitaire de tous les travailleurs de l'entreprise ». Chargé de la défense des intérêts des travailleurs et des négociations face à la direction, il anime les grèves, est chargé d'assurer l'information des travailleurs, de surveiller l'application des mesures d'hygiène et de sécurité. Il est consulté avant les licenciements, etc.

On accuse les Commissions ouvrières d'être dépendantes du Parti communiste. Julian Ariza explique que, si les liens sont évidents, il ne faut pas se tromper sur leur nature. « Pour le P.c.e., l'autonomie des mouvements de masse est fondamentale. Nous, militants syndicaux, considérons que le mouvement assembléiste est un acquis essentiel des luttes ouvrières de ces dernières années. Même sous le franquisme, les travailleurs ont pris l'habitude de s'exprimer directement sur les problèmes les concernant. Nous ne considérons pas cela comme une tendance anarchiste, mais comme une contrainte salutaire qui nous oblige à convaincre l'ensemble des travailleurs du bien-fondé de nos positions. Nous sommes les seuls, en outre, à laisser participer tout le monde, avec droit de vote, aux réunions de notre propre organisation. »

Il est clair que les C.o. peuvent espérer jouer un rôle de premier plan dans ce genre de structure ; car, nées dans les dernières années de lutte contre le franquisme, elles disposent d'un authentique capital militant et d'un considérable prestige auprès des travailleurs espagnols.

Ariza estime que l'U.g.t. se trompe quand elle pense que le fait d'accorder le pouvoir au conseil de délégués freinerait le mouvement d'adhésion aux centrales syndicales, car à ses yeux l'expérience italienne prouve le contraire. Pour Julian Ariza, « la théorie léniniste du Parti et du syndicat courroie de transmission est néfaste au mouvement ouvrier ».

La position de l'U.g.t. est radicalement différente. Pour Geronimo Saavedra, membre du secrétariat national, « les travailleurs espagnols n'ont pas une conscience syndicale concrète ; ils ont appris à lutter contre la dictature, ce qui n'est plus le problème aujourd'hui, et recherchent avant tout dans les nouvelles centrales un service de défense juridique ». D'où la nécessité de promouvoir des centrales fortes. Saavedra considère la ligne assembléiste comme démagogique et risquant de pousser à l'égoïsme sectoriel ou d'entreprise. Ne croyant pas à l'autogestion, il souhaite avant tout renforcer le contrôle des travailleurs par leur information.

L'essentiel de la différence entre l'U.g.t. et les C.o. est la place accordée à la section syndicale. L'U.g.t. accepte maintenant ces comités d'entreprise, mais souhaite une importante participation des sections. Les élections doivent se faire, d'après elle, sur des listes fermées, proposées par les centrales ou par 10 % des travailleurs. Puis une répartition se ferait à la proportionnelle, comme aux élections politiques. Autre niveau de divergences : celui des négociations nationales et régionales de conventions collectives. Les C.o. voudraient qu'une émanation des conseils de délégués y participe. Pour l'U.g.t., ces négociations devraient être de la seule compétence des centrales.

Jesus Prieto, secrétaire à l'organisation de la fédération de Madrid, estime que la bataille menée par l'U.g.t. était essentielle pour offrir « une alternative syndicale à la tenta-



Àdolfo Suarez, vu par Solo.



Fresque murale à Barcelone



tive des Commissions ouvrières de reconvertir le syndicat vertical en centrale unique », Geronimo Saavedra, après s'être étonné que le ministre du Travail se laisse influencer par la ligne assembléiste des C.o. — « contraire à ses intérêts, il faudra le lui expliquer, » — dit pourquoi il juge indispensable de promouvoir un syndicat fort, seul capable de défendre les travailleurs à tous les niveaux. « Nous avons besoin, dit-il, d'une clarification syndicale pour savoir, entre autres, qui va être présent dans les organismes publics nationaux et internationaux. » Voilà pourquoi les listes bloqués sont indispensables.

Député du Psoe, il estime que la victoire de son parti aux élections du 15 juin a relancé le « qualificatif socialiste ». Cette victoire doit se traduire au niveau syndical, puisque aussi bien les deux organisations n'ont jamais nié les liens qui les unissent. Il espère même, grâce notamment à la fusion entre l'U.g.t. et l'U.s.o. (centrale socialiste autogestionnaire), remporter les élections. « Alors, dit-il, les C.o. ne mettront pas trois mois à nous proposer l'unité syndicale, car elles ne supporteront pas de n'être pas au premier plan. »

Le clivage est donc net. Il oppose une organisation qui cherche sa légitimité dans l'efficacité de ses cadres et l'animation des luttes les plus récentes à une autre qui, en capitalisant un passé plus ancien mais également glorieux, entend s'inscrire dans une véritable alternative politique et syndicale socialiste.

Un problème très matériel donne un enjeu considérable aux élections syndicales : la répartition du « patrimoine ». Il comprennd, d'un côté, les biens des organisations historiques (U.g.t. et C.n.t. anarchiste), confisqués après la guerre civile (officiellement 4 % de la valeur totale ; 10 % en réalité). Tout le monde, même le gouvernement, est d'accord pour sa restitution ; « après les élections », demandent les Commissions ouvrières, pour que son concurrent direct ne soit pas avantagé.

Mais la part la plus importante du gâteau est constituée par les fantastiques richesses (bâtiments, argent, un quotidien « El pueblo ») de la structure syndicale fasciste amassées à partir de la participation de l'Etat (un peu moins de 15 %) et surtout de la cotisation obligatoire de tous les travailleurs espagnols. A titre d'exemple, ces cotisations ont rapporté, pour la seule année 1976, 15 milliards de pesetas, soit 90 milliards d'anciens francs. Ces sommes considérables joueront un rôle de premier plan dans les tentatives d'hégémonisation du mouvement ouvrier.

Il est rare que des élections syndicales revêtent une importance comparable à celles qui doivent se dérouler en Espagne. Ce sont les bases réelles d'une démocratie naissante que les travailleurs vont cimenter.

FRANCIS PISANI

Italie

LES "INDIENS" FONT UN BIDE

De notre envoyé spécial

« Nous ne pouvons être une île rouge et de bonheur dans une mer de merde », lançait un militant de base du Parti communiste italien de garde dans sa section au premier jour du rassemblement de Bologne. Défié dans son fief par l'Italie des « exclus », le P.c.i. est pourtant sorti grand vainqueur du « Colloque international contre la répression ». Car la rencontre des deux Italie, celle de l'accord à six et du compromis historique et celle de la révolte, s'est déroulée sans heurts ni violences.

Sacs à dos sur les épaules, un « duvet » roulé sous le bras, le visage parfois recouvert d'un maquillage bariolé, « Indiens métropolitains » et militants des groupes d'extrême gauche, chômeurs et étudiants étaient venus à plus de 50 000 de toute la Péninsule pour camper sous les arcades de la capitale émilienne. Beaucoup de rideaux de fer étaient baissés, beaucoup de cafés et restaurants fermés malgré les recommandations de la municipalité. Car les « épiciers » bolognais, mis en condition par la dramatisation de la grande presse, avaient cédé à la peur des « pillards potentiels ».

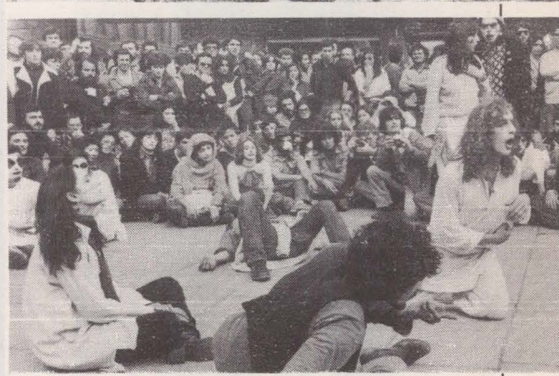
C'est dans la ville où en mars dernier, au cours de violentes manifestations étudiantes, le P.c.i. aurait montré son « visage répressif » que le « Mouvement » — épaulé par des intellectuels français comme Guattari, signataire en juillet d'un appel contre la répression — avait appelé à un rassemblement contre le compromis historique. Le « Mouvement », c'est un ensemble informel de groupes militants comme Lotta continua, de bandes armées comme l'Autonomie ouvrière, de collectifs de tous ordres, créatifs, homosexuels, féministes, qui regroupent les laissés-pour-compte de l'Italie institutionnelle.

Happenings sous les arcades devant des Bolognais surpris mais pas hostiles ; confuse assemblée non stop au palais des Sports et à l'université pendant trois jours ; l'autre Italie a dénoncé le renforcement des mesures d'ordre public (prisons spéciales, lois sur la garde à vue), ainsi que la politique d'austérité acceptée par le parti de Berlinguer. A défaut d'être capable de proposer un modèle alternatif — le colloque tourna au carnaval et fut surtout un « moment d'expression » où chacun raconta sa révolte et ses « besoins radicaux » — les marginaux ont néanmoins prouvé qu'ils existaient.

Mais, paradoxalement, c'est la crédibilité du P.c.i. qui est sortie renforcée de ce rassemblement. L'enjeu de ce dernier était important : face à face se retrouvaient une jeunesse en révolte, une cité riche et affairiste ainsi que la plus prestigieuse des municipalités communistes d'Italie. La marge de manœuvre du P.c.i. était étroite. Laisser dégénérer le colloque lui aurait fait perdre sa réputation de gestionnaire efficace. En empêcher la tenue pour rassurer la population en aurait justifié l'objet même. Le P.c.i. serait alors apparu comme un parti incapable de tolérer la « dissidence ».







Les communistes se sont donc appliqués à garantir la liberté d'expression, tout en établissant le dialogue avec les dissidents. Le maire imposa au préfet une très discrète présence policière, informa les commerçants et mobilisa ses militants : ceux-ci ont occupé, pour discuter, « le terrain ». En outre, il prit en main l'organisation matérielle du colloque, préparant paniers-repas et terrains de camping. La machine parfaitement huilée du communisme émilien s'était mise en branle.

« Ce devait être un colloque sur la répression dans une cité répressive, explique M. Zangheri, maire de Bologne. La cité a mis à la disposition des participants tout ce qu'elle pouvait. Que l'opinion publique, nationale et internationale, juge si cette Bologne ressemble à Dachau. »

M. S.

BENOÎTE GROULT: "JE SUIS OPTIMISTE, LA MISOGYNIE DEVIENT UNE MALADIE HONTEUSE"

Les hommes, s'ils le voulaient, pourraient ne pas rater le train du féminisme. Benoîte Groult le rappelle dans son dernier livre « le Féminisme au masculin » (Editions Denoël-Gonthier). En relatant la vie, l'œuvre et le combat féministe de cinq hommes des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles, philosophes, économistes ou politiciens au talent reconnu, l'auteur adresse un magistral clin d'œil aux femmes bien sûr, mais surtout aux hommes du XXe siècle. Après « Ainsi soit-elle » qui avait remporté un succès en librairie que beaucoup pensaient impossible pour un livre féministe, Benoîte Groult vient donc de récidiver dans cette voie avec humour et intelligence. Benoîte Groult est également cofondatrice avec Claude Servan-Schreiber d'un mensuel féminin-féministe « F magazine » dont le premier numéro doit sortir en janvier.

« L'UNITE ». — Le féminisme connaît encore mal son histoire. Votre dernier livre, « Féminisme au masculin », offre un aspect inattendu de ce passé : vous retracez l'histoire de cinq hommes qui, du XVIIe au XIXe siècle, se sont battus aux côtés des femmes contre l'abus de pouvoir masculin. Qu'est-ce qui vous a poussée à les sortir de l'oubli ?

BENOITE GROULT. — Ce livre est, au départ, une idée de Colette Audry, qui dirige la collection Femmes chez Denoël. Elle m'avait demandé de présenter une anthologie de textes féministes ayant des hommes pour auteurs.

En lisant l'histoire du féminisme de Maïté Albistur et Daniel Armogathe, j'ai découvert chacun d'entre eux. Je me suis donc mise à lire Poulain de La Barre, Condorcet, Fourier, Enfantin et Stuart Mill. Leur œuvre, leur style, leur personnage et leur vie en général m'ont enthousiasmée. Très vite, j'ai eu envie de faire plus qu'une simple anthologie. Voilà comment on en est arrivé à un livre plus important sur l'histoire du « féminisme au masculin » avec des morceaux choisis pour l'illustrer.

— Si je comprends bien, au départ, vous ne connaissiez pas particulièrement ces cinq hommes ?

— Je les connaissais très peu, et surtout pas pour leur féminisme. J'avais, bien sûr, entendu parler de Charles Fourier parce que les surréalistes l'ont réhabilité. Je savais que Stuart Mill était un grand économiste et Condorcet un homme politique important. Mais j'ignorais complètement que ce dernier avait déclaré, par exemple, que le suffrage universel resterait de la frime tant qu'il ne concernerait qu'une moitié de la population française. Pour Fourier, ce sont ses disciples eux-mêmes qui ont occulté toute la partie féministe de son œuvre, tellement ils ont eu peur de se faire traiter de fous-pervers-obsédés-sexuels parce que libérateurs de la femme.

Quant à Prosper Enfantin, on le retient facilement à cause de son joli nom. Mais je ne pense pas qu'on replace ses écrits dans une optique systématiquement féministe. J'ai, d'ailleurs, dû aller à la Bibliothèque nationale pour dénicher toutes ces œuvres. La plupart d'entre elles sont introuvables en librairie. Condorcet, par exemple, n'est pas réédité.

— Pourquoi vous être intéressée plus particulièrement aux féministes masculins du passé ?

— Parce qu'il leur a fallu un courage fantastique pour défendre leurs idées à l'époque où ils l'ont fait. Ce courage mérite d'être souligné. Cela leur a valu d'être traités de fous — au mieux, d'utopistes originaux. A cause de leurs idées, ils ont presque tous fini dans la misère, complètement ignorés et rejetés. Et cela malgré l'immense espoir qu'ils ont suscité chez les femmes. Les saint-simoniennes, par exemple, nous ont quand même apporté l'une des premières préfigurations du monde d'aujourd'hui avec les communautés hippies, la camaraderie entre garçons et filles, la mise en commun des couples, la liberté et toutes sortes de théories très modernes. Le XIXe siècle hyper-guindé en avait été horrifié. Et que des milliers de femmes, à l'époque, aient eu le courage de vivre selon ces principes révèle l'ampleur du refus de l'oppression qu'elles subissaient quotidiennement. Vécues il y a un siècle, ces expériences sont encore en avance sur ce que les féministes essaient de vivre aujourd'hui.

— C'est l'une des grandes constantes de votre livre : tout ce qui a été écrit sur l'oppression des femmes et sur le système mis en place pour les y maintenir il y a deux ou trois siècles n'est pas dépassé aujourd'hui. Est-ce qu'il n'y a pas là de quoi désespérer ?

— Il faut reconnaître que les analyses de ces cinq penseurs restent d'une actualité terrifiante. S'il était publié dans un journal aujourd'hui, même Poulain de La Barre — dont on peut dire qu'il fut un féministe « modéré » au XVIIe siècle — paraîtrait d'avant-garde. Nombre de ses écrits soulèveraient aujourd'hui des tollés de la part de ceux qui tiennent tant à ce que la femme reste à sa place.

Il est heureux que des voix se soient élevées contre l'oppression des femmes dans le passé. Mais leur actualité n'a rien de réjouissant. Des évolutions sont possibles : il y en a eu sur l'esclavage ou le prolétariat. Mais, lorsqu'il s'agit des femmes, toutes les résistances s'en mêlent. De sorte que l'on n'a pas encore vraiment pu décoller d'une image de la femme qui remonte à l'Ancien Testament.

Cependant, il me semble qu'en ce moment des changements irréversibles sont en train de s'opérer. A cause de la contraception, par exemple, qui permet aux femmes de maîtriser leur destin. Ne serait-ce que pour cette raison, l'heure n'est pas au pessimisme.

— Pourtant, votre livre rappelle qu'en matière de féminisme toutes les régressions sont permises. Pensez-vous qu'il existe dans ce domaine des réformes irréversibles ? Il ne faut pas oublier qu'en France, par exemple, la libéralisation de l'avortement sera bientôt mise en question.

— Il est vrai qu'on a assisté à des revirements spectaculaires. Contraception et avortement, entre autres, après avoir été libres et gratuits dans plusieurs pays, sont maintenant soumis à toutes sortes de lois contraignantes et dissuasives. Jusqu'à présent, un régime autoritaire n'a jamais eu de

mal à imposer son conservatisme en la matière. Il n'y a pas longtemps encore, les Algériennes, après avoir participé à la guerre pour l'indépendance de leur pays, ont été renvoyées à leur voile et à leur univers carcéral.

Pourtant, il me semble qu'en Europe, le point de non-retour n'est pas loin, s'il n'est pas déjà franchi. D'abord, parce que la volonté d'une redistribution du rapport de forces entre les sexes n'est plus le fait de quelques illuminées ou de quelques femmes courageuses. C'est vraiment le fait d'un nombre incroyable de femmes de tous les milieux, de tous les âges — et particulièrement des jeunes, qui ont une conscience aiguë de ces problèmes. Aujourd'hui, les livres sont écrits, les cris des femmes sont imprimés, ce qu'elles ont à dire est publié. Je ne crois pas qu'une décision autoritaire pourrait renvoyer tout cela dans l'ombre, qu'elle suffirait à faire taire tout ce monde.

Certes, les femmes algériennes ont été renvoyées dans leur foyer. Mais il s'agissait de leur première émergence après des siècles d'oppression. Ce qui arrive en Europe aujourd'hui me paraît différent. Maintenant, le mouvement féministe est mûrement réfléchi. Il a tiré les enseignements des expériences des saint-simoniennes, de Flora Tristan ou d'Olympe de Gouges. Ce passé de lutte forme comme un rempart. Je n'ai pas l'impression, maintenant, que l'on pourrait reculer sur ces positions. Ça ne serait ni supportable ni supporté. Enfin, il me semble...

— Venons-en aux hommes politiques et à leurs discours-pensums sur les « fâmes », pour reprendre vos termes. Vous ne semblez leur faire qu'un crédit très limité dans ce domaine...

— Eh bien, oui, parce qu'ils se soucient encore des femmes dans une seule optique électorale. Ils commencent à réaliser qu'ils ont des électrices. Numériquement, ils ne peuvent plus les négliger. En même temps, on sent que ces problèmes ne les concernent pas. La grève de Mme Alexandre Debray en apporte une confirmation supplémentaire : dans tous les partis, les hommes politiques vont rater le coche des femmes, comme les gouvernements ont raté le coche de la décolonisation. Pour n'avoir pas compris la force explosive des pays noirs, ils se sont décidés trop tard. Avec les femmes, tout permet de penser que cela risque de se passer de la même façon.

— On va vers une révolution violente des femmes ?

— Sans arrêt, on leur enjoint de ne pas faire la guerre. Elles ne demandent pas mieux. Mais, dans ce cas, il faut accepter de discuter réellement des conditions de paix et de progrès avec elles. Or, à quoi ont-elles droit, pour le moment ? A des déclarations de bonnes intentions enrobées de paternalisme.

— Même insipides ou paternalistes, ces discours-pensums sur les femmes n'ont-ils pas le mérite d'exister ?

— Sans aucun doute. Leur écho — aussi atténué soit-il — favorise l'évolution des mentalités. Ainsi, il est difficile, maintenant, de trouver des misogynes fiers de l'être et prêts à en témoigner publiquement. Il y a quatre ans seulement, j'avais participé à une émission télévisée qui s'appelait « l'Avocat du diable ». Le docteur Pierre Simon, en face de moi, avait affirmé sa misogynie et rappelé que la femme ne devait pas sortir de la place que lui donne la nature. Quant à Jean Cau, il avait même assuré qu'il aimerait bien rester chez lui à passer l'aspirateur et ne pas avoir tous les soucis qu'il avait !... Pour « l'Homme en question », le mois dernier, tous les misogynes de service se sont récusés. La misogynie devient honteuse. Dans la vie quotidienne, elle se maintient, mais ses formes les plus triomphantes tendent à disparaître. La misogynie, en quelque sorte, a perdu son honorabilité. C'est un changement important, qui me rend personnellement très optimiste.

— Parler des « Féministes au masculin » du passé amène à s'interroger sur les féministes au masculin d'aujourd'hui. Vous n'en dites qu'une chose : maintenant, ils doivent se taire sur la féminité. Est-ce que vous pourriez préciser votre pensée, et peut-être donner d'eux une définition plus positive ?

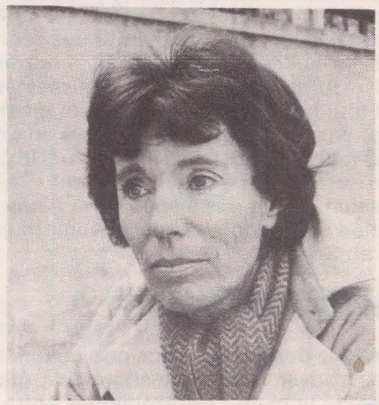
— D'abord, je n'ai pas dit, comme on me le reproche souvent, que les hommes féministes devaient se taire. J'ai dit qu'ils devaient le faire sur la féminité, ce qui est très différent. Cela signifie que ce n'est pas aux hommes de nous expliquer quelle est notre vocation et si notre épanouissement passe par la maternité, le mariage, la vie au foyer. Il y en a plus qu'assez d'entendre des hommes nous raconter que notre sexualité est comme ci, nos orgasmes comme ça, que nous devons avoir du plaisir de telle ou telle façon. La féminité, c'est notre problème. Nul n'est mieux placé que nous pour en parler. Il est donc logique qu'un homme féministe se taise sur ce thème. Sur le reste, ils peuvent tout à fait être nos alliés. Il y en a déjà un certain nombre qui nous aident à faire modifier les lois, à dénoncer les injustices et à faire progresser les mentalités.

De toute façon, le féminisme au masculin restera un leurre tant que ne sera pas réalisé le partage complet des travaux domestiques. Pour un homme, la bataille féministe commence à la maison, dans la prise d'une coresponsabilité de l'éducation des enfants et des tâches domestiques. C'est le seul moyen de rendre aux femmes une certaine disponibilité nécessaire à la réalisation de leur personnalité. Bien sûr, ce changement implique, pour les hommes, l'abandon de toutes sortes de petits privilèges bien agréables. Parfois, le soir, quand j'ai beaucoup travaillé, il m'arrive de me dire, en rentrant : « Ça serait délicieux de trouver à la maison une personne entièrement dévouée à mes besoins et à mes désirs. » Nier l'agrément d'une telle situation serait absurde. Mais, à ce stade, le problème devient simple. Entre quelques avantages matériels ou psychologiques et la justice, il me semble que le choix ne se pose même pas.

Propos recueillis par
CHRISTINE COTTIN









Sénat

"ILS" CROYAIENT QUE C'ETAIT ARRIVE !



Christian Bonnet, vu par Solo.

Christian Bonnet et quelques autres auraient bien aimé que soit proclamé dimanche le premier constat électoral de l'échec de l'Union de la gauche. Pas de chance : quatorze sièges gagnés !

« Alors qu'on créditait généralement l'opposition de quelque vingt sièges, c'est en définitive une progression de dix sièges qu'elle accuse, imputable pour neuf d'entre eux aux douze sièges créés en 1975 », déclarait dimanche soir le ministre de l'Intérieur aux radios et à la télévision.

Déclaration hâtive, à l'évidence, puisque l'opposition gagne quatorze sièges (dix P.s., trois P.c., un M.r.g.) A noter qu'avec soixante-deux sénateurs le groupe socialiste devient le premier groupe du palais du Luxembourg. Admettons que, à l'heure où Christian Bonnet livrait sur le ton de l'objectivité les conclusions de son analyse du scrutin à la presse, les résultats des départements d'outre-mer lui étaient encore inconnus... Mais voilà, dans les départements d'outre-mer, la gauche n' « accuse », dirait notre honnête homme de ministre de l'Intérieur, qu'une progression d'un siège : en Guadeloupe où le socialiste Georges Dagonia enlève le siège d'un R.p.r.

Où étaient donc passés les trois autres sièges ? Il est vrai qu'au ministère de l'Intérieur on est toujours en retard dans l'annonce des résultats électoraux, surtout, semble-t-il, lorsque la gauche gagne des sièges !

Quoi qu'il en soit, les médias, comme on dit, embouchèrent cette trompette et à 8 heures, le lendemain matin, on en était encore à douze sièges gagnés par la gauche. Et les commentateurs, ceux du soir comme ceux du matin, de faire remarquer que la gauche n'avait pas connu, pour ces sénatoriales, le succès qu'elle aurait « normalement » dû attendre après le « glissement » (dixit toujours Bonnet, décidément amateur d'euphémismes) à gauche du pays aux dernières municipales. C'est tout juste si la gauche n'aurait pas dû « normalement » (alors que seul un tiers des sièges de la haute assemblée était renouvelable) devenir majoritaire au Sénat...

Politique-fiction

Il fallait donc bien, pour nos commentateurs, trouver une explication. Elle était à portée de la main : les problèmes entre socialistes et communistes et le constat de désaccord de l'avant-veille entre les trois partenaires de l'Union de la gauche allaient faire l'affaire. Les grands électeurs de chacun des trois partis avaient repris leurs billes, et les reports de voix ne s'étaient pas faits correctement. Le premier constat électoral — voire populaire — de l'échec de l'Union de la gauche, en somme ! Pourtant, les plus pessimistes n'ont pu décompter que deux cas pour lesquels le report des voix s'était mal fait entre les deux grands partis de la gauche, dans la Somme et en Seine-et-Marne.

Alain Fernbach, quant à lui, affinait cette analyse de politique-fiction au point de prétendre, sur T.f. 1, que les grands électeurs du Ceres avaient préféré voter pour les communistes plutôt que pour les candidats de leur parti. Sans preuve. Plus encore qu'à l'éclatement de la gauche, c'est à l'éclatement du Parti socialiste qu'on aurait assisté...

« La majorité s'est d'ailleurs présentée dans l'ensemble plus unie dans ce scrutin que ne l'a fait l'opposition, et elle en a recueilli les fruits », avait dit Bonnet. Et la télévision nationale, et les radios, périphériques ou non, de répéter à satiété que les six membres du gouvernement qui se présentaient avaient été élus. Pardi, s'ils avaient brigué les suffrages des grands électeurs c'est qu'ils craignaient de ne pas retrouver leur siège de député aux prochaines législatives, et non pour laisser leur place à l'Assemblée à de plus jeunes ! Douze sénateurs sortants ont été battus : tous faisaient partie de la majorité. Les cinq députés qui briguaient des sièges au Sénat et qui n'y sont pas parvenus appartiennent tous à la majorité.

En revanche, et puisqu'il faut bien parler chiffres, la gauche détient maintenant au Sénat plus de 40 % des sièges au lieu de 30,30 % précédemment. « On créditait généralement l'opposition de quelque vingt sièges... », disait Christian Bonnet. Si ce « on » signifie les services du ministère de l'Intérieur, ce n'est pas la première fois qu'ils se trompent. « L'Unité » (n° 262) pronostiquait, quant à elle, « un solde d'environ quinze sièges pour l'opposition (entre plus dix et plus douze pour le P.s. ; entre plus trois et plus cinq pour le P.c.) ».

Il n'y a pas de doute : une fois de plus, les commentateurs gouvernementaux ou professionnels ont non seulement manié le sophisme, mais encore truqué les chiffres.

EMMANUELE PLAS

Fondation Jean-Jaurès

changer la vie sociale et économique

LES VASES COMMUNICANTS DU PATRONAT

La clef sous la porte au retour des vacances, c'est l'une des techniques préférées du patronat dans le textile. Pour les cinquante-deux salariées de la bonneterie Baali (Aube), la surprise a été de taille. Comment auraient-elles pu imaginer une liquidation de leur entreprise alors qu'il n'y avait jamais eu la moindre mesure de chômage partiel ? Les commandes étaient si abondantes que, huit jours après le début des congés, la bonneterie était toujours en activité. Quant à l'optimisme de la direction sur l'avenir de l'entreprise, il n'a jamais cessé.

Pourtant, à la rentrée, les salariées apprennent que la société est dans l'impossibilité de régler ses fournisseurs. Et le 5 septembre, une ordonnance de liquidation des biens est rendue par le tribunal de commerce de Troyes. Du « vite fait, bien fait ».

Mais, demande le syndicat C.g.t. du textile, comment expliquer qu'un patron en cessation de paiement ait trouvé les liquidités nécessaires pour acquérir une unité de production d'énergie d'hydro-électrique à Courtenot (Aube) ? Question que les liquidateurs des établissements Baali semblent ne pas avoir voulu se poser.

AUBE : TRISTE CHAMPION

L'Aube n'est plus un département tout à fait comme les autres. En un an, de fin août 1976 à fin août 1977, le nombre des chômeurs a augmenté de 62 % dans ce département contre 26 % pour l'ensemble du pays.

Le quotidien « Libération-Champagne » fait le point, rappelant que les 3 496 Aubois à la recherche d'un emploi, il y a un an, sont largement dépassés. Aujourd'hui, les services de l'Agence nationale pour l'emploi en recensent 5 674. Au cours du seul mois d'août, 325 nouveaux demandeurs sont venus se faire inscrire contre 180 pour la même période en 1976. « Pourquoi les patrons observent-ils une grève des investissements ? », interroge ce quotidien régional.

SALAIRES : UNE ECHELLE BANCALE

Pour la première fois depuis la création de la D.g.r.s.t. (Délégation générale à la recherche scientifique et technique), en 1958, le personnel de cet organisme a décidé de faire grève pour appuyer la revendication qu'il pose en vain depuis un an : le reclassement indiciaire de tous les agents, et en priorité de ceux qu'on nomme ici les « agents contractuels », correspondant aux catégories B, C et D de la Fonction publique, bien qu'ils n'en aient pas le statut.

La situation que cette action entend dénoncer plonge ses racines loin en arrière dans l'histoire de la Délégation. En effet, après dix-huit ans pendant lesquels la gestion du personnel ne se référait à aucune règle précise (ce qui a entraîné des disparités importantes, contre lesquelles aucun recours n'était possible), un protocole local était mis au point entre le délégué général et le ministère des Finances.

Faisant table rase du passé, le nouveau protocole — entré en vigueur au 1er janvier 1976 — n'apportait aucune amélioration aux situations très dissemblables des agents déjà recrutés et ne prévoyait aucune mesure transitoire de nature à éviter que se creuse encore le fossé entre les anciens et les nouveaux embauchés.

Résultat de cette légèreté : la pénalisation de l'ensemble du personnel embauché antérieurement au 1er janvier 1976. Se trouvaient de plus pénalisés au premier chef ceux qui — entrés il y a dix ou quinze ans — se trouvaient encore au-dessous de l'indice de départ nouvellement défini pour leur catégorie ! Ce qui représentait un manque à gagner important, et particulièrement ressenti en période de dégradation accélérée du pouvoir d'achat.

Sans résultat tangible au terme de bientôt une année d'action, l'assemblée générale du personnel a décidé une grève d'avertissement de deux heures, le mercredi 21 septembre de 15 à 17 heures. Première victoire : sous la pression de la mobilisation collective des agents, la direction de la D.g.r.s.t. semblerait avoir quelques lueurs sur la situation exacte de son personnel.

Enfin !

HAUTE-SAVOIE : LE DROLE DE JEU DE SAINT-GOBAIN

La Haute-Savoie passe pour un département calme et parfaitement exemplaire — véritable oasis, comme si la paix du travail de la Suisse voisine avait traversé la frontière. Il n'en est rien. Les conflits sont nombreux, souvent durs et longs.

Evian est le dernier en date, mais les affaires de Thomson à Thonon, de Gambin à Viuz en Sallaz, de Ronson à Saint-Julien, de Stunri à Faverges, d'Aussedat-Rey montrent à l'évidence qu'ici comme ailleurs le plan Barre fait sentir ses effets et que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les trois élus réactionnaires du département pour défendre leurs intérêts. Le dernier en date des conflits est celui qui secoue l'entreprise Jossermoz.

Jossermoz se compose de deux sociétés : Jossermoz-Annecy, qui fabrique de la menuiserie industrielle de bois et d'aluminium, des charpentes, etc. ; et la Compagnie française du groupe Jossermoz, filiale à 85 % de la précédente et qui est chargée de mettre en place les bâtiments industrialisés en gymnases, écoles, etc., fabriqués par Jossermoz-Annecy.

Saint-Gobain Industrie s'intéresse à cette affaire en 1972 en prenant 40 % des actions, puis en juin 1975 : 63 % et 87 % en décembre 1975. En février 1976, le P.-d.g. mis en place par Saint-Gobain deux mois plus tôt démissionne, et Saint-Gobain cède ses actions pour un franc à A. Jossermoz. Pourquoi ?

Au cours de l'année 1976, le tribunal de commerce de Lyon accepte un plan de redressement, et Saint-Gobain reprend 30 % des actions. En mars 1977, quatre-vingt-douze licenciements ; en juillet six cent douze. Les travailleurs réagissent et occupent trois usines à Pringy et Vovray, près d'Annecy.

Sauvegarder plus de six cents emplois est une nécessité absolue. Comment tolérer une telle politique, une telle gabegie, alors que le gouvernement se répand en discours sur l'accession à la propriété, alors que les collectivités locales ont tellement besoin d'équipements collectifs. Le P.s. suit de très près la lutte des travailleurs et pose de nombreuses questions. Comment a évolué le carnet de commandes publiques, qui est une part importante des ventes ? Ont-elles suivi les restrictions du plan Barre ? Quelle place tient cette affaire dans le jeu multiple de Saint-Gobain ? Que recouvre le jeu des filiales et sous-filiales ?

LE CENTENAIRE DE « L'ASSOMMOIR »

L'année dernière, c'est François Mitterrand qui avait été l'invité du « pèlerinage littéraire de Médan », organisé chaque année par la Société des amis de Zola. Ce dimanche 2 octobre, c'est Edmonde Charles-Roux et Françoise Gaillard (université de Vincennes) qui évoqueront, à Médan, Zola, romancier du peuple, « le témoin à la profonde pitié », sous la présidence d'Armand Lanoux.

Deux femmes pour évoquer le souvenir de Gervaise, l'héroïne de « l'Assommoir », publié il y a cent ans. (Renseignements au 548.14.33.)

changer la vie culturelle

Théâtre

THANK YOU MISTER HOSSEIN

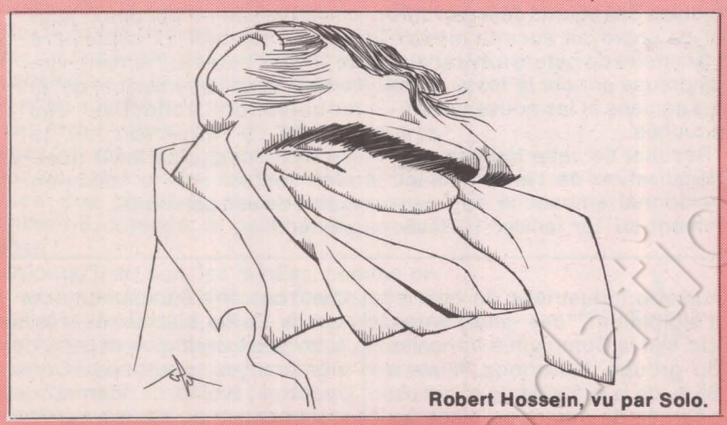
Dans le théâtre français, il y a toujours eu des « phénomènes » : Dullin, Copeau, Jouvet, Vilar, Serreau, Planchon, Chéreau. Au risque de déranger certains, il faut nommer un autre « phénomène » : Robert Hossein. Cet homme a risqué sa vie professionnelle d'acteur de cinéma et sa santé, s'est endetté pour faire une preuve folle : les gens aiment le théâtre à condition qu'ils puissent y aller et qu'ils en repartent contents. Il l'a prouvé dans le désert culturel de Reims. Il le prouve partout où il passe.

Hossein ne pontifie pas dans les cénacles sorbonnards, n'assomme pas le spectateur avec un programme-dramaturgie de soixante-dix-sept pages. Hossein annonce la couleur en trois mots et s'y tient. C'est peut-être simple, mais il faut le faire ! Hossein fait du théâtre avec générosité : des couleurs et des objets qui font des décors, des êtres humains qu'on appelle comédiens ; et il fait vivre tout cela. Sans tricherie. Sans souci des modes ni des étiquettes. Sans préjugés.

Il saute de Gorki à Steinbeck, de Shakespeare à James Hadley Chase. Avec le même bonheur et la même fougue. Car il faut en avoir du tempérament pour réussir à secouer une poussiéreuse série noire comme « Pas d'orchidées pour miss Blandish », jouée actuellement au Théâtre de la Porte-Saint-Martin. Adaptée par Anouilh, elle donnerait du sous-Vadim. Mais Hossein a eu l'idée qu'il fallait : il a fait transposer le « polar » par Frédéric Dard, le géniteur de San Antonio. A partir de cette pâte, il a travaillé à l'instinct : entre ses mains, les stéréotypes (fille camée, putain généreuse et fou de la gâchette) sont devenus des vivants, des voisins de palier, des connaissances de voyage, des souvenirs enfouis.

C'est pathétique et dérisoire tout en même temps. C'est le versant inavoué de nos consciences. C'est la violence qui nous cerne. C'est Hossein qui nous la donne clairement à voir. C'est terrible et envoûtant. C'est la vie. Thank you, mister Hossein.

J.-P.L.



Robert Hossein, vu par Solo.

Chanson

TROIS REGGIANI EN SCENE

Il y a deux ans, Bobino nous avait offert deux Reggiani sur la même affiche. Cette année, la salle de la rue de la Gaîté a forcé la mise : du 27 septembre au 27 octobre, il y a trois Reggiani sur scène. Serge, le père, et Stephan, le fils, tous les deux chanteurs comme chacun le sait. L'autre, la petite troisième, c'est Carine : elle ne chante pas, elle danse Elle a dansé pendant cinq ans dans le Big Bazar avec Michel Fugain. Le goût de la chorégraphie lui est venu comme un coup de foudre au cours d'un voyage en Inde, voilà huit ans. A Bobino, elle ne fera que six minutes... qu'elle a préparées pendant deux ans !

La tribu Reggiani n'a d'ailleurs pas fini de nous surprendre : elle comprend aussi Célia qui est pianiste, Simon qui est saxophoniste, Annie Noël (leur mère à tous), qui est comédienne. A quand un chapiteau Reggiani ?

RAOUL DU QUEBEC

On croit tous les connaître : Louise Forestier, Diane Dufresne, Pauline Julien, Félix Leclerc, Gilles Vigneault, Robert Charlebois. Pour le public français, ils sont « toute » la chanson du Québec. Ledit public se trompe. Est trompé. Il y a bien d'autres chanteurs au Québec. Il y a surtout Raoul Dugay.

Raoul aux multiples talents : poète, musicien, comédien, sculpteur, auteur dramatique, danseur, peintre, cinéaste et chanteur. Raoul l'homme-orchestre qui joue de la trompette, de l'harmonica, de la guitare ou simplement de la bouche. Raoul qui réécrit les mots, réinvente l'orthographe, triture les phrases à la manière de Queneau. Raoul qui chante pour « Toulmond ». Raoul qui a inventé le mot « Kébek, qui se lit dans les deux sens » Raoul qui sera en France, à Paris, au Palace, tous les jours à 18 h 30 du 3 au 15 octobre.

Et, si Dugay ne vous rassasie pas, vous pouvez toujours enchaîner sur le « R'alboum » de Zouc, qui sévit également au Palace, à 21 heures, jusqu'au 29 octobre.



Zouc.

Festival

MIMES A FOISON

Animations dans les rues, chapiteaux sur les places, spectacles dans dix salles, films, expositions, ateliers : la banlieue sud de Paris connaît l'agitation. Depuis le 24 septembre, et jusqu'au 2 octobre, les villes de Brunoy, Boussy-Saint-Antoine, Epinay-sous-Sénart et Yerres vivent en effet à l'heure du mime. Avec « Mime sans frontière », premier festival international du genre.

Au programme : des Français, bien sûr (Domino, Pinok et Matho, Yves Riou, Duval, Grenier, etc.), mais aussi des artistes venus de tous les continents : du Japon et du Mexique, de Suisse et du Pérou, de Hongrie et d'Argentine, de Pologne et de Colombie, etc. Tous parlent le même langage : le mime n'est-il pas le meilleur espéranto ?

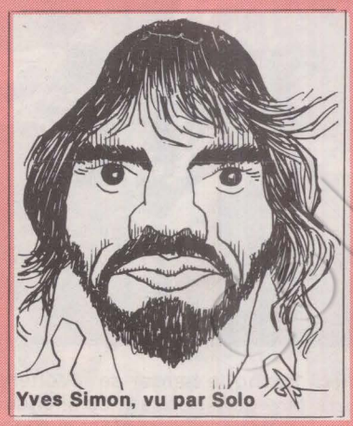
YVES SIMON SUR LE RING

Il y a un homme dans Paris qui est heureux : Lucien Gibara. C'est lui qui, en 1972, avait tenté d'imposer la chanson à la Pizza de Pigalle avec Ricet Barrier, Henri Tachan et Maxime Le Forestier. Sous de faux prétextes (qui les avait soufflés ? Les patrons de boîtes de strip-tease du quartier ?), la police avait mis fin à l'expérience. « Lulu » avait donc dû s'exiler : il en avait profité pour fonder la Pizza du Marais, devenue les Blancs Manteaux ; puis il avait investi la Cour des Miracles.

Aujourd'hui, Lulu prend sa revanche : il revient en force à Pigalle, en s'installant à l'Elysée-Montmartre. Là où l'on vit un ring de catch, là où se joua « O Calcutta » et autres sornettes, il bâtit un nouveau repaire pour la chanson. On y verra Magma, Colette Magny, Alain Souchon, François Béranger et d'autres. C'est Yves Simon qui essuie les plâtres, du 1er octobre au 22 novembre.

Yves Simon n'a pas chanté depuis deux ans à Paris, depuis son passage au Théâtre de la Ville. Il s'installe à l'Elysée-Montmartre avec deux nouveaux musiciens, un violoniste et un pianiste, qui viennent étoffer le groupe Transit. Avec, également, une dizaine de chansons toutes neuves ; les plus marquantes étant « Babylone rouge », « Paris s'endort », « Tu ne dis plus rien » et « les P'tits Viocs de New York ».

Mieux vaut profiter d'Yves Simon maintenant, car il va ensuite disparaître pour un an : deux romans à terminer, une tournée au Québec et une au Japon.



Yves Simon, vu par Solo

Télévision

BIENVENUE A GUY BEART !

On désespérait de ne jamais revoir ça sur un petit écran français. On était trop pessimiste. Béart revient avec « Bienvenue ». Les mardis 11 et 18 octobre, à 20 h 30, T.f. 1 diffusera en deux fois une « Bienvenue au cinéma » que Béart a enregistrée lors du dernier festival de Cannes. Parmi les participants à ces deux émissions on retiendra : Michel Galabru, Marthe Keller, Carolyn Carlson, Charles Vanel, Rufus, Victor Lanoux, Yves Boisset, Marina Vlady, Pierre Barouh, Yves Simon, Jacques Demy et Roberto Rosselini dont ce fut la dernière interview.

Béart doit également « mettre en boîte » deux autres bienvenues : à Aragon et Lino Ventura. Mais aucune date n'a encore été fixée. Pour l'instant, bienvenue à Guy Béart !

Cinéma

BUNUEL ET LES AUTRES

Il y a, sur les écrans parisiens, peu de films actuels aussi attachants que le dernier-né de Luis Bunuel, « Cet obscur objet du désir ». Quelle est réjouissante, cette version très arrangée de « la Femme et le pantin », d'une lisibilité extrême... C'était un beau cadeau qu'il pouvait faire la semaine dernière au festival de San Sebastian, pour son vrai retour en Espagne.

C'est un « Luis Bunuel architecte du rêve » qui va d'ailleurs constituer l'un des clous du programme que s'est fixé une jeune maison d'édition : Filméditions, qui prépare également un Visconti et une réédition du « Charlot » de Sadoul. D'ores et déjà, Filméditions-Pierre Lherminier a publié les deux tomes (IIIe République et 1940-1946 d'une « Histoire de la politique du cinéma français », de Paul Léglise, sans laquelle ne peut être menée sérieusement une analyse de l'évolution du septième art en France — son prolongement se trouvant dans le spécial « Cinéma français au présent » de la revue « Cinéma d'aujourd'hui », n° 12-13 (6, rue des Anglais, 75005 Paris).

Pierre Lherminier lance aussi une collection Cinéma permanent qui débute par un essai de François Chevassu sur « l'Expression cinématographique » et par deux études sur « les Contes moraux d'Eric Rohmer » (Marion Vidal) et sur « le Cinéma de François Truffaut » (Jean Collet).

Musique

EN DIRECT DE L'AFRIQUE

Le Zaïre et le Rwanda ont ouvert cette semaine, au Cirque d'hiver et au Bouffes-du-Nord, la série Musiques africaines du Festival d'Automne ; Madagascar et le Niger leur succéderont à partir de samedi. Puis l'on trouvera les jazzmen africains Oyeah Mackensie (Ghana) et Dollar Brand (Afrique du Sud), avec Alan Silva, les Richard Smallwood Singers, Charles Tyler et The Last Poets dans la suite afro-américaine du Festival d'Automne.

Dans l'immédiat, c'est une autre grande artiste africaine qu'accueille le Théâtre des Champs-Elysées les 29 et 30 septembre après un premier passage à la fête de « l'Humanité » : Myriam Makeba, la Sud-Africaine qui s'est exilée et, après avoir parcouru le monde, s'est fixée en Guinée depuis neuf ans. Elle chante aussi bien les chants traditionnels de ce pays (Sonodisc E.s.p. 155.506) que les musiques libanaises et françaises ou ses propres compositions d'« Appel à l'Afrique » (S.l.p. 48 et 22). On ne s'étonnera pas d'en trouver deux dédiées à Malcolm X : Myriam Makeba a épousé Stockeley Carmichael, ex-leader des Panthères noires.

Le même rayon des disques africains s'enrichit aussi cette semaine de l'enregistrement du « likembé géant », instrument congolais (Sonodisc 50.052) et des débuts prometteurs (Playasound-Soul posters 893.001) de Bonga, premier chanteur à nous parler de sa nation nouvelle : l'Angola.

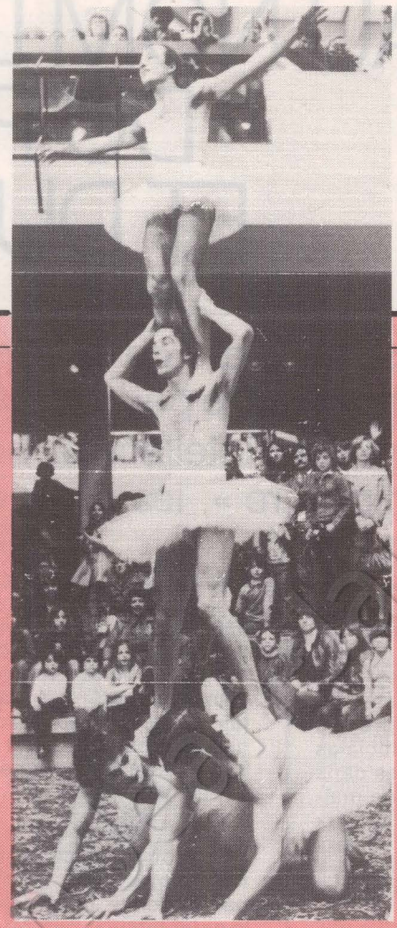
Action Culturelle

QUEBEC A MASSY

Au départ, presque rien : une bibliothèque de la ville de Massy cherche à emprunter des livres québécois. A l'arrivée, une invasion : tous les aspects culturels du Québec à travers toute la cité pendant un mois (du 30 septembre au 25 octobre). Entre-temps : une rencontre entre un animateur culturel de Massy et des Québécois de la délégation générale du Québec à Paris.

Ensemble, ils ont bâti un beau programme. Pas de têtes d'affiche. Mais d'innombrables manifestations éclatées sur tous les équipements de la ville, dans les rues et dans les centres commerciaux. De quoi se faire vraiment une idée sur « ce drôle de pays sorti du giron de France, mais ancré en Amérique du Nord ». Des inconnus donc, pour mieux connaître cette terre de froidure : le clown-jongleur-poète Reynald Bouchard, le groupe théâtral Trois et Sept, les musiciens de Conventum, des animateurs de rue joliment nommés Enfants du Paradis, un festival de cinéma de court métrage, du folk, du cabaret et des artistes plasticiens.

Faut-il préciser que la municipalité de Massy et la délégation du Québec se partagent les frais de cette opération « Québec à Massy » ? A chaque fois qu'il se passe quelque chose de culturel dans une ville de France, le ministre de la Culture joue les absents. A quoi sert-il ?



Les Enfants du Paradis

AU NOM DU DUCE, DU PERE ET DU FILS

Machisme = fascisme. C'est ce que prouvent le petit berger sarde de « Padre padrone », l'épouse prolifique et exténuée et l'intellectuel homosexuel d'« Une journée particulière », les deux admirables films italiens qu'il faut voir



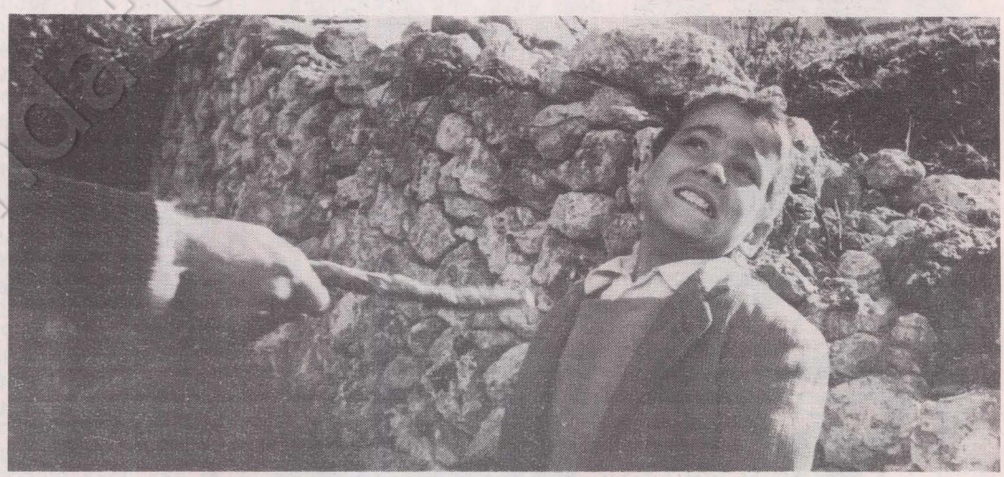
Etre duce, ce n'est bien sûr guère courant. Etre patron (surtout petit patron) ou chef (surtout petit chef), c'est déjà moins rare. Mais être père, mari ou simplement mâle convaincu des vertus suprêmes de la virilité et des « normes » sociales qu'elle a construites, là nous sommes dans l'ordinaire. Il y aurait donc pas mal de malhonnêteté à feindre de croire que les deux admirables films qui nous arrivent ce mois-ci d'Italie, « Padre padrone » et « Une journée particulière », nous parlent d'ailleurs et d'autrefois.

C'est vrai que, trop succinctement résumé, « Padre padrone », de Paolo et Vittorio Taviani, pourrait presque avoir l'air d'un documentaire romancé : l'histoire — adaptée de l'autobiographie d'un linguiste italien, Gavino Ledda — du berger sarde Gavino, tôt arraché à l'école et exilé jusqu'à vingt ans dans la montagne par un pater familias impitoyable. Et qui ne parviendra à s'arracher à l'autorité de ce père-patron — puis à celle de son substitut : l'armée — que par le maniement de plus en plus subtil des mots, code oral ou code écrit.

En fait, ce film infiniment riche est bien autre chose que ce conte édifiant. Dès les premières images, les frères Taviani montrent combien le réalisme est hors de leur propos : l'« avant-propos » par l'auteur du livre face à la caméra, la scène de la copulation gagnant le village et ses environs, le dialogue de Gavino avec sa chèvre, tout cela nous emmène loin de la description. Ce qui intéresse les deux cinéastes, c'est de faire toucher du doigt l'étendue de la puissance que peut encore posséder un père de famille en Sardaigne et d'en expliquer le mécanisme. Cela est, d'abord, un film sur le pouvoir (1).

Divers travaux récents ont mis en évidence combien la famille est aussi une unité économique complexe. L'exemple de la cellule paysanne décrite par les frères Taviani est d'une remarquable clarté : le « padre » est aussi « padrone », maître absolu du travail de tous aussi bien que des choix économiques, comme d'acheter une oliveraie, puis de tout vendre et de « placer » fils et fille. Apparence de pouvoir, bien sûr, puisque le père n'est jamais qu'un exploité lui-même : « Vous, patriarches, clamera Gavino à l'heure de la révolte, vous n'avez fait que deux choses dans la vie : obéir d'abord et commander ensuite, l'obéissance est votre oxygène. » Mais apparence sans cesse proclamée et renforcée dans un système autoritaire à base de répression — une répression qui, dans sa violence et sa cruauté, ne s'embarrasse pas de savoir si celui qu'elle frappe est un petit enfant.

Ce qu'expliquent le mieux les Taviani, c'est comment ce système peut fonctionner : moins finalement par la violence que par le silence, par l'isolement dans lesquels le pater familias enferme ses créatures : Gavino au plus loin de la montagne avec les moutons, l'épouse au plus profond de la cuisine ... « Padre padrone » est aussi un film sur le silence, sur la non-communication.



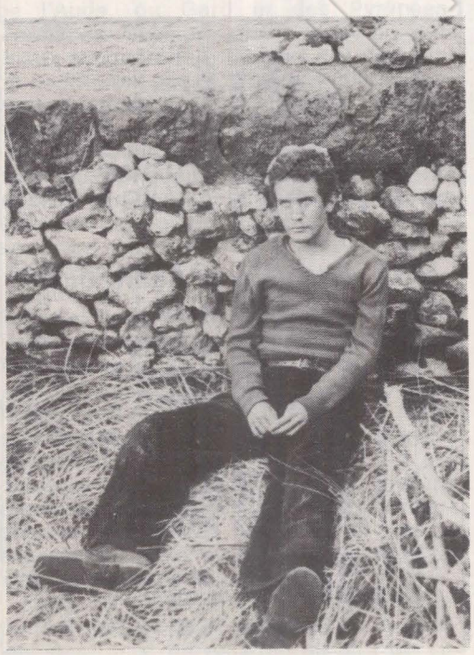
Le silence et la soumission

Le silence est soumission et se double, pour qui ne sait ni lire ni écrire, d'une surdité à ces petits signes noirs qui grouillent sur le papier des livres, des journaux, des pièces officielles... Gavino ne s'apercevra jamais autant de la domination du père qu'en apprenant que celui-ci lui a joué un mauvais tour : il a omis de signer l'autorisation pour le jeune homme d'aller travailler à l'étranger, échappant ainsi à la prison familiale... et Gavino, l'illettré, n'a même pas pu s'en apercevoir.

Aussi bien, quand le berger se révoltera, ce ne pourra être qu'en brisant ce silence : lorsqu'un jour il entrera en contact avec les sons, la musique d'un accordéon telle un message venu des autres hommes, il aura conscience de commettre une formidable transgression en se procurant l'instrument. Plus tard, lorsque son père l'aura fait engager dans l'armée, Gavino pourra s'enrichir d'autres « signes » libérateurs : parler l'italien, et plus seulement le dialecte, lire, écrire. Plus tard encore, le latin, le grec, la linguistique lui offriront l'ultime étape de son émancipation, conquise grâce au soutien de son ami et de ses professeurs.

Car « Padre padrone » se situe doublement dans le prolongement des deux grands films précédents de ses auteurs : il raconte une victoire de cette « utopie comme projet





concret » pour changer la vie que « Allonsanfan » se contentait d'affirmer possible jusque dans les décombres de la défaite ; et il donne sa dimension collective à cette victoire, car les Taviani ne croient pas que quiconque (« Saint Michel avait un coq ») puisse changer quoi que ce soit tout seul et, même, puisse trouver sa propre identité sans communication avec les autres.

Autres « exclus » soumis à la domination d'un « padrone » familial ou gouvernemental, bref à une aliénation pas très différente de celle de Gavino : les deux personnages d'« Une journée particulière » d'Ettore Scola.

Ce 8 mai 1938...

Ces deux-là ne sont pas « affreux, sales et méchants » comme les bidonvillageois du précédent film de Scola. Ils sont bien nourris, bien élevés et voisinent dans un très convenable immeuble style H.l.m. de Rome en 1938... N'empêche qu'ils sont tout aussi marginalisés : ils vont en avoir la révélation, ou la confirmation, en cette « journée particulière ».

A savoir ce 8 mai 1938 où Hitler fut reçu triomphalement par Mussolini dans la Ville éternelle. Tout Rome est au défilé. Tout l'immeuble, au moins. N'y sont restés qu'Antonietta, une « mamma » tout juste bonne à nettoyer l'appartement de son fringant mari milicien, et Gabriele, speaker chassé de la radio pour double crime d'homosexualité et de liberté d'esprit. Un incident les fait se rencontrer et, pendant que la radio du concierge hurle le reportage de la cérémonie fasciste qui fera tout le contrepoint sonore du film, se découvrir plus semblables qu'ils l'ont cru d'abord.

Quelque chose entre eux surgit alors qui, pendant quelques heures, les fait se confier. Elle, épouse modèle et femme frustrée, qui a voué sa vie à son mari et surtout au duce : elle sublime l'image du « padre » et celle de l'amant en recueillant dans un album photos et aphorismes de celui qui « tous les matins brise les reins d'un cheval et toutes les nuits ceux d'une femme ». Lui, minoritaire sexuel que veut balayer, avec ses semblables, un fascisme qui exalte la « virilité » italienne et militaire, le père de famille prolifique et le soldat au menton bleuté.

Avant que le soir sépare Antonietta et Gabriele (Sophia Loren et Marcello Mastroianni, merveilleusement utilisés à contre-emploi), qu'elle retourne à l'une de ces aliénations tellement poussées que la victime — pas plus elle que le père de Gavino dans « Padre padrone » — ne s'en rend, compte et que lui disparaisse entre deux flics, une rencontre s'est produite : ils sont allés jusqu'au plaisir pris de concert, sinon vraiment ensemble, et en tout cas jusqu'à leur vérité.

De ce rapport, de ce qu'ils en confient et de ce qu'y mêle le monde hostile de l'extérieur — constamment présent par la radio tonitruante d'en bas — naît la plus belle, la plus forte évocation du fascisme quotidien. Avec son idéologie sournoise, amplifiée par ces premiers médias et le lien étroit que le fascisme entretient avec le « machisme » — mépris de tout ce qui n'est pas le mâle —, aussi bien qu'avec l'intolérance et le racisme, si celui-ci est d'abord haine de ce qui n'est pas conforme, hors de la « norme » reconnue, bref : différent. Or, comme ce qui est différent est vite suspect et que ce qui est suspect est vite criminel ou subversif, Scola n'est pas seul à se demander ce qui, à part la mode des chemises noires, a vraiment changé.

SERGE RICHARD

---

(1) On ne s'étonnera pas qu'il ait eu besoin d'être élaboré de façon particulière. Roberto Rossellini écrivait à son propos, le jour même de sa mort : « C'est la première fois que, dans un festival comme celui de Cannes, triomphe un film produit en dehors des groupes de pouvoir du cinéma commercial. »

Militants socialistes, sympathisants, hommes et femmes de progrès

Vous êtes à la recherche d'un emploi ou vous n'êtes pas satisfaits du vôtre ?

Une société amie, les Editions Martinsart, vous offre des postes stables et rémunérateurs, dans une ambiance sympathique et agréable.

Il s'agit de diffuser la nouvelle collection « les Grands Révolutionnaires ».
Il faut :

- *avoir le goût des contacts humains,*
- *une bonne formation générale,*
- *être disponible à plein temps,*
- *posséder un véhicule en bon état.*

Formation assurée.

Pour un entretien ou de plus amples renseignements, s'adresser à :

J.J. Schoemann, Editions Martinsart 58, rue des Capucins,41200 Romorantin.

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C., 76190 Yvetot.

bien plus qu'un enjeu électoral

L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE FACE A L'AVENIR

Sa place dans le système éducatif français
Son rôle dans la Nation

Le Comité National de l'Enseignement catholique s'explique sur la conception, la vie et les perspectives de l'école catholique aujourd'hui
176 pages - 26 F

le Centurion

ENTREPRISE GENERALE DE NETTOYAGE

134, avenue Henri-Barbusse, 93140 Bondy.
Tél. : 847-14-02, 848-40-10.

Etablissement Guilbert S.a.r.l.

Vitres — Sols — Parquets — Spécialistes : entretien de grands ensembles, administrations, collectivités, rabotage, vitrification, etc.
Entretien journalier et mensuel de bureaux.
Enlèvement gros volumes, emballages, etc.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE
Vigneron
21, av. F. Drouet
02310 Charly-sur-Marne

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
tél. : (23) 82.01.97.

NOUVEAU
Au 94, rue Saint-Lazare, à Paris

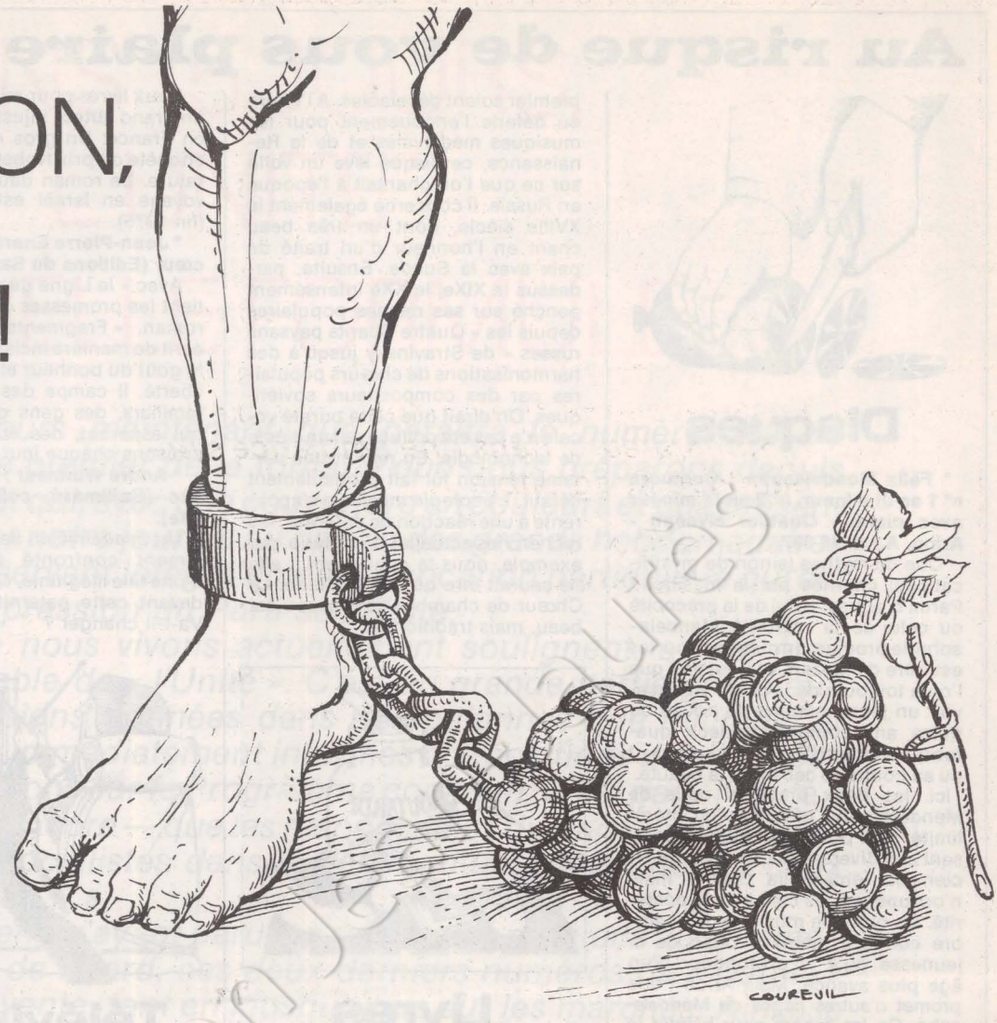
LA TIRELIRE
Distribution de prêt-à-porter féminin
Vente directe
à prix super-promotionnel
Epargnez en nous rendant visite

Conditions intéressantes pour Comités d'entreprise. Nous consulter. Tél. : 874-56-94.

S.E.C.
SOCIETE D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS
145, avenue de Saint-Ouen
75017 PARIS 17e.
Centre de travaux :
25, rue Brizeux,
56100 LORIENT.
Tous travaux de canalisations :
EAU — GAZ — ASSAINISSEMENT
ETUDES ET PROJETS
S.A. au capital de 2.000.000 de francs
R.C. Seine 56 B 11-392

Télévision

SAINT-EMILION, PRIEZ POUR NOUS!



Du Bordelais aux Corbières, en passant par la Bourgogne et le Berry, Hubert Knapp et Jean-Claude Bringuier ont pris la route des vins, consacrant trois émissions de la série « les Provinciales » à célébrer la vigne et ceux qui en vivent (T.f. 1, les 4, 11 et 18 octobre, à 20 h). Durant douze mois de l'année, leur caméra s'est promenée entre les ceps, penchée sur les cuves, frottée aux bouteilles, chauffée aux feux de sarments. Partout on l'accueillait le verre à la main pour lui dire, comme à ce petit garçon, futur juré de Saint-Emilion : « Respire, goûte... Alors, tu comprends ? »

Si elle comprend ! Grisée par son sujet, elle en bégaye d'enthousiasme, en déborde d'allégresse. Comment résister à son fougueux prosélytisme ? Par la bouche des vignerons, elle prêche l'amour d'un travail qui est à lui-même sa propre récompense. Et d'applaudir la pyramide des grappes débordant des paniers, et de nous entraîner dans des caves dignes d'Ali Baba, dans des châteaux où tout est ordre et beauté, sur des collines aux noms glorieux. Oui, comment mettre en doute un bonheur si solidement enraciné à la terre ?

C'est à peine si quelques ombres fugitives se glissent dans ce tableau idyllique et si l'on perçoit les soupirs des petits propriétaires du Midi. Son cahier de comptes à l'appui, l'un d'eux nous prouve qu'ils ont beau s'échiner, sa femme et lui, ils n'arrivent pas à gagner le Smic. Mais il se hâte d'ajouter qu'il ne changerait de métier pour rien au monde.

Et ses enfants ? Et ses voisins ? Pourquoi les villages se dépeuplent-ils ? Silence. Nos enquêteurs ignorent l'angoisse qui ronge les cinquante-cinq mille viticulteurs de l'Hérault, de l'Aude, du Gard et des Pyrénées-Orientales. Seul un gros bonnet de Bordeaux évoquera le triste sort des mal nantis : « Ils n'ont pas de chance, car ils se donnent autant de mal que nous. Et pour quel résultat ! »

Pour qui veut avoir le vin gai, mieux vaut renoncer aux gueux et se cantonner parmi les seigneurs des grands crus. Si la première émission zigzague d'un coteau à l'autre, la seconde se limite à Château-Canon (Saint-Emilion).

Depuis plus de cinquante ans, Madame Fournier (quatre-vingt-quatre ans et douze fractures) règne sur ce vignoble exemplaire. Avec ses yeux bleus, ses impeccables cheveux blancs, son teint rose, sa voix douce et ferme, on dirait la fille spirituelle du maréchal Pétain et de la comtesse de Ségur. Les réalisateurs subjugués ne la quittent pas d'une semelle, recueillant chaque mot qui tombe de ses lèvres. Elle défend les derniers chevaux, les ultimes barriques de bois, la sagesse des aïeux avec une fougue qui ravira nos écologistes parisiens.

Quelle admirable image de marque ! Quel porte-drapeau pour les négociants qui revêtent des toges moyenâgeuses afin de séduire les acheteurs japonais ! Mais quel dommage aussi de s'en tenir au devant de la scène, aux défilés de toques, aux cascades de toasts, sans aller fouiner en coulisse ! Le tact interdisait-il d'interroger les Ginestet et Cie sur le scandale des vins de Bordeaux ?

Ces « Provinciales » dégagent une odeur édifiante et camouflent, sous un joli rideau d'images, la fatigue, la misère, la frustration ou la magouille, l'envers de la dive bouteille. Certes, quelques châtelains avouent qu'ils doivent parfois vendre leurs meubles pour boucler leur budget. Mais que font ceux qui n'ont pas de meubles à vendre ? Saint-Emilion, priez pour eux !

GABRIELLE ROLIN

Y a d' l' abus !

● *Pauvre Carole Sandrel ! Son émission sur les ordinateurs, programmée le vendredi 23 septembre, dans la série « De quoi avons-nous peur ? » (F.r. 3), a été décommandée par le directeur de la chaîne, M. Cazeneuve en personne. A-t-on idée aussi de mener l'enquête au ministère de l'Intérieur ou d'interroger le sénateur Diligent sur le fichier électronique de l'ex-O.r.t.f. !*

Le reportage fut remplacé par un documentaire sur le Chili, pays où la censure ne prend pas de gants. En France, au moins, on a des manières.

● *Invité par Antenne 2 à parler de son roman de politique-fiction, Alfred Fabre-Luce a dénoncé (le 20 septembre à 20 h) les pressions que Marcel Jullian et Jacques Chirac auraient fait peser sur son éditeur pour le décourager de publier l'ouvrage en question. Le directeur d'A 2 jure qu'il n'en est rien. Le directeur littéraire de la maison d'édition maintient les accusations de son auteur. Et Jacques Chirac ? Pour une fois, le maire de Paris garde le silence.*

● *Après nous avoir vanté les mesures prises par le gouvernement pour vaincre le chômage et célébré les joies de la retraite anticipée, la pub giscardienne tente de vendre la réforme Haby et l'épargne pour travailleurs manuels, chaque soir sur le petit écran. Aux frais de qui ?*

● *Enfin, une bonne nouvelle, nous annonce Patrice Lecoq (le 23 sur A 2). Lors de sa visite à Washington, M. Barre a obtenu du président Carter que Concorde puisse se poser aux Etats-Unis, à condition que les autorités locales l'acceptent.*

Mais, dès le lendemain, nous déchantions avec J.-C. Bourret (T.f. 1) : « Le feu vert accordé par Jimmy Carter n'entraîne aucune conséquence pratique. Au contraire. Les limites de bruit imposées signifient un arrêt de mort pour les appareils non encore construits. »

Alors ? Que nous a rapporté M. Barre ? Du vent ?

Au risque de vous plaire



Disques

*** Félix Mendelssohn : Quatuors n° 1 en ut mineur, n° 2 en fa mineur avec piano - Quatuor élyséen - Arion, A.r.n. 38 387.**

Que de mythes (sinon de mystifications) charriés par la musique ! Parmi d'autres, celui de la précocité ou celui de la maturité. Mendelssohn le prodige en culottes courtes est frère de Mozart, et il est vrai que l'on a toujours de la peine à concevoir un jeune homme de douze ou treize ans composant deux quatuors comme si l'exploit garantissait ou au contraire censurait la beauté.

Ici, les deux premiers opus de Mendelssohn n'offrent qu'un intérêt limité, sauf pour ceux qui s'intéressent aux diverses étapes d'un musicien qui émerveilla Gœthe mais n'occupe pas les cimes de la postérité. En outre, la musique de chambre convient moins à l'élan de la jeunesse qu'à la profondeur d'un âge plus avancé. Mais Arion nous promet d'autres pages de Mendelssohn. On les espère pour bientôt (à noter que le Quatuor élyséen n'est composé que de femmes).

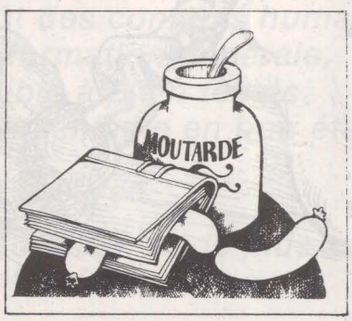
*** Béla Bartok : Le Prince de Bois - New York Philharmonic - Pierre Boulez - C.b.s. 76 625.**

Avant de devenir le musicien moderne que l'on sait et qui, avec Debussy et l'Ecole de Vienne, domine le XXe siècle, Bartok traversa diverses périodes dont une consacrée à la scène où voisinent le postromantisme, l'expressionnisme et l'ouverture sur le langage décisif qui sera le sien. En 1911, « le Château de Barbe-Bleue » (dont on doit retenir deux versions discographiques, l'une magnifique signée I. Kertesz, Decca Set 311, et l'autre de Boulez, C.b.s. 76 518) ; en 1918-1919, « le Mandarin merveilleux » (dans l'extraordinaire version du regretté Bruno Maderna, R.c.a. 650 012).

Entre ces deux dates se situe « le Prince de bois » (1914-1916). Si « le Château » et « le Mandarin » sont mieux connus, cela tient probablement à ce que « le Prince » est à la fois annoncé par « le Château » et moins accompli que « le Mandarin ». Œuvre de transition qui n'opte pour rien de précis, mais que Boulez aborde, avec la fougue et la précision qu'on lui connaît, dans ses dimensions rythmiques et surtout nostalgo-lyriques (les plus captivantes). Un beau disque pour ceux qui n'en sont pas à découvrir Bartok.

*** Le chœur de chambre de Moscou : Vladimir Minine - Anonymes XVIe-XVIIe siècle - Stravinsky, Sviridov, etc. - Chant du Monde L.i.x. 76 638.**

Voyage dans l'espace vocal russe. On le sait, le chœur russe diffère de son homologue d'Occident, encore que des influences du second sur le premier soient décelables. A l'heure où déferle l'engouement pour les musiques médiévales et de la Renaissance, ce disque lève un voile sur ce que l'on chantait à l'époque en Russie. Il concerne également le XVIIIe siècle, dont un très beau chant en l'honneur d'un traité de paix avec la Suède. Ensuite, pardessus le XIXe, le XXe intensément penché sur ses racines populaires depuis les « Quatre Chants paysans russes » de Stravinsky jusqu'à des harmonisations de chœurs populaires par des compositeurs soviétiques. On dirait que cette pureté vocale n'a pas été polluée par un siècle de technologie. En retour, une certaine tension lui fait probablement défaut. L'écologie musicale s'apparente à une réaction de défense ; les recherches actuelles d'un Bério, par exemple, nous le confirment : elle ne saurait être qu'une tradition. Le Chœur de chambre de Moscou est beau, mais traditionnel.



Livres

*** Didier Martin : Un garçon en l'air (Gallimard, collection Blanche).**

Des adolescents qui volent comme des oiseaux... sauf quand ils tombent amoureux. Simple métaphore ?

*** Antonine Maillet : les Cordes-de-Bois (Grasset).**

Une saga en langue drue. Une chronique venue d'Acadie, où s'affrontent une famille de femmes libres et un clan de cagots. Le curé tente d'arbitrer ce combat contre la Bessoune et Ma-Tante-la-Veuve.

*** Mesa Selimovic : le Derviche et la Mort (Gallimard, collection du Monde entier).**

La confession d'un personnage shakespearien vivant au siècle dernier en Bosnie musulmane dominée par les Turcs. Un réquisitoire contre le despotisme et l'arbitraire, signé par un écrivain serbo-croate considéré comme l'un des plus grands littérateurs yougoslaves contemporains.

*** Dumitru Tsepeneag : les Noces nécessaires (Flammarion).**

L'œuvre la plus récente de ce Roumain qui, avec Virgil Tanase, eut le courage de s'opposer au réalisme socialiste. Place à l'onirisme !

*** Yachar Kemal : Terre de fer, ciel de cuivre (Gallimard, collection du Monde entier).**

Certaines contrées de Turquie vivent encore comme au Moyen Age. La liberté n'est pas encore de mise en Anatolie. Ce livre est là pour nous le rappeler. Son auteur, Yachar Kemal, reprend ainsi le flambeau de Nazim Hikmet.

*** Saül Bellow : les Aventures d'Augie March (Flammarion).**

*** Saül Bellow : Retour de Jérusalem (Flammarion).**

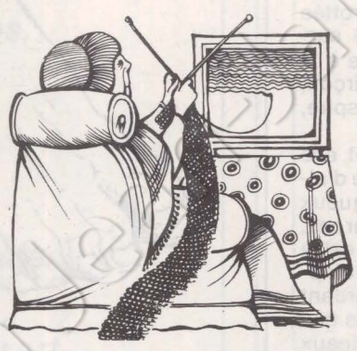
Deux livres pour mieux connaître un grand auteur injustement ignoré en France. Un gros roman et une enquête du prix Nobel 1976 de littérature. Le roman date de 1953. Le voyage en Israël est plus récent (fin 1975).

*** Jean-Pierre Enard : la Ligne de cœur (Editions du Sagittaire).**

Avec « la Ligne de cœur », Enard tient les promesses de son premier roman, « Fragments d'amour ». Il écrit de manière incisive et lapidaire le goût du bonheur et la quête de la liberté. Il campe des personnages familiers, des gens qui doutent et qui espèrent, des êtres que nous croisons chaque jour. **(voir n° 263)**

*** André Wurmser : Une fille trouvée (Gallimard, collection Blanche).**

Un académicien se trouve brutalement confronté à l'existence d'une fille illégitime. Que va-t-il faire devant cette paternité imprévue ? Va-t-il changer ?



Télévision

VENDREDI 30 SEPTEMBRE

A.2

Des parents romanciers s'interrogent sur leurs rapports avec leurs enfants (Apostrophes, à 21 h 30).

« Ordet », le chef-d'œuvre de Dreyer (1955), le drame de la foi perdue et retrouvée, quelque part au Danemark (Ciné-Club, 22 h 30).

F.r. 3

« Ils pensent pour nous » : ceux qui font l'opinion, journalistes, sociologues, et l'inévitable « nouveau philosophe » de service, voici les locomotives de l'intelligentsia (20 h 30).

SAMEDI 1er OCTOBRE

T.f. 1

« La France défigurée », dénonciation des bétonneurs, spéculateurs et iconoclastes en tout genre (13 h 50).

A.2

« La Cenerentola », un opéra peu connu de Rossini (20 h 30).

F.r. 3

« La Bohème », de Puccini (20 h 30). Et si vous boudez l'opéra, Zitrone parle de chevaux sur T.f. 1.

DIMANCHE 2 OCTOBRE

T.f. 1

Les Animaux du monde, la volière modèle d'un dentiste, le combat d'un cobra et d'une mangouste, quoi de plus télégénique que les bêtes ? (19 h 25).

A.2

Les Chemins de la musique mettent l'archet à l'honneur et nous permettent d'écouter les plus illustrs violonistes contemporains (22 h 30).

F.r. 3

L'Homme en question, Jean-Christophe Averty accueilli par la séduisante Anne Sinclair (20 h 30).

« Peter Ibbetson », Gary Cooper dans un film romantique, tiré par Henry Hathaway d'un roman de George du Maurier (22 h 30).

LUNDI 3 OCTOBRE

T.f. 1

« L'Homme des vallées perdues », un western de qualité où Alan Ladd et Jean Arthur dégagent un charme rétro (20 h 30).

A.2

Decaux raconte l'affaire Rudolf Hess, et son battage nous tient en haleine (21 h 55).

F.r. 3

« Modesty Blaise », une bande dessinée portée au cinéma par Losey ; pour amateurs d'espionnage (20 h 30).

MARDI 4 OCTOBRE

T.f. 1

La vigne et le vin : de jolies images d'Epinal (20 h 30).
Charles Cros : retour fantaisiste aux sources du phonographe (21 h 40).

A.2

« S.s. représailles », film conventionnel qui sera suivi d'un débat sur l'affaire Kappler (20 h 30).

F.r. 3

« Coups de feu dans la sierra », pour les inconditionnels du western. (20 h 30).

MERCREDI 5 OCTOBRE

T.f. 1

« Inutile d'envoyer photo » d'Alain Dhouailly, une dramatique qui a le mérite de prendre un petit fermier pour héros (20 h 30).
Le Médecin et la liberté, de Barrère et Lalou. Des camps palestiniens aux prisons américaines, un nouveau regard sur le rôle des médecins (22 h 30).

A.2

Question de temps, magazine d'actualité (20 h 30).
La parole à dix-huit ans, la première des huit enquêtes consacrées à prendre le pouls politique de la jeunesse (22 h 30).

JEUDI 6 OCTOBRE

T.f. 1

L'Evénement, magazine d'actualité (21 h 25).
Allons au cinéma : hommage à Jean-Paul Belmondo (22 h 30).

A.2

« Lorenzaccio », la seule pièce politique de Musset, dans la contestable mise en scène de la Comédie-Française (20 h 30).

F.r. 3

« C'est dur pour tout le monde », film de Christian Gion révélant les dessous de la publicité (20 h 30).

DANS 15 JOURS, "L'UNITÉ" NOUVELLE FORMULE

C'est dans quinze jours maintenant que paraîtra le numéro 266 de « l'Unité » qui sera le premier de la formule que nous préparons depuis plusieurs semaines et qui, avec une couverture en couleurs et une présentation nouvelle, doit porter notre journal au niveau des grands hebdomadaires politiques, tout en lui conservant intégralement sa vocation particulière qui est d'être le seul organe d'expression du Parti socialiste.

Les événements que nous vivons actuellement soulignent, s'il en était besoin, le rôle irremplaçable de « l'Unité ». C'est en grande partie grâce aux explications et aux précisions données dans nos colonnes que militants et sympathisants ont pu être immédiatement informés des positions développées par le P.s. dans les discussions sur le Programme commun. C'est par « l'Unité » — on le voit cette semaine encore — que les responsables du Parti peuvent faire connaître les arguments socialistes dans le débat actuel et répondre à ceux avancés contre l'attitude du P.s.

Cela explique que, bien qu'ayant paru, en raison des réunions au sommet, avec vingt-quatre heures de retard, ces deux derniers numéros de « l'Unité » ont battu des records de vente, tant en kiosque que sur les marchés. Ainsi se confirme la nécessité de multiplier les efforts pour accroître la diffusion du journal, ce qui est l'un des objets de la nouvelle formule, sur laquelle nous vous donnerons d'autres détails la semaine prochaine.

Si vous êtes lecteur au numéro, nous vous conseillons de nouveau de vous abonner sans tarder, ce qui vous permettra d'ailleurs de bénéficier des tarifs actuels que nous allons être contraints d'augmenter. A défaut, n'oubliez pas de retenir dès aujourd'hui le numéro du 14 octobre chez votre marchand habituel, afin d'être assuré de ne pas le manquer.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41, BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

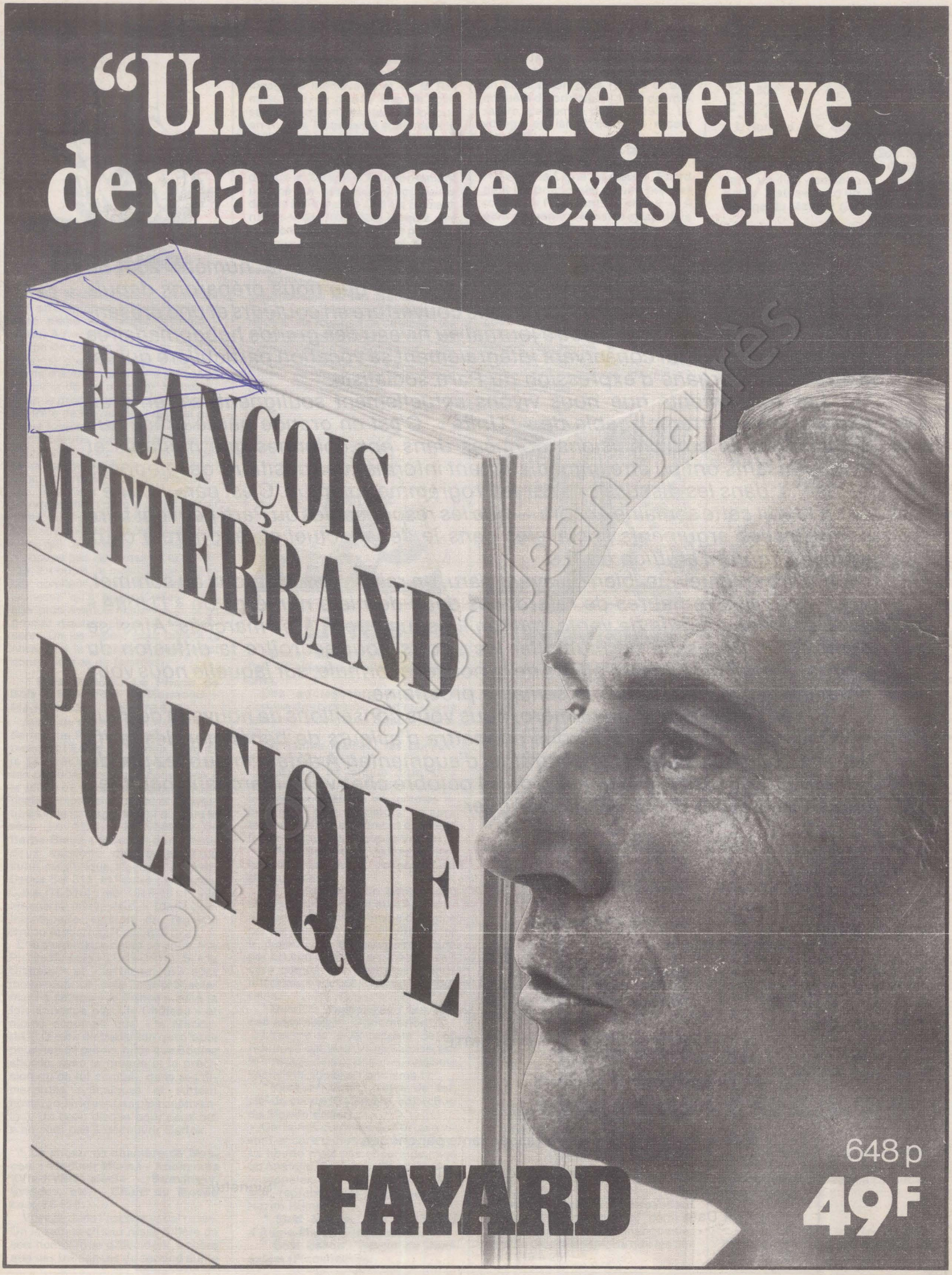
- ▶ abonnement d'un an (135F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐ Signature

Date

"Une mémoire neuve de ma propre existence"



FAYARD

648 p

49F

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325